Business MAGAZINE

L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE Rs 75 - 28e année - N° 1433 - du 1er au 7 avril 2020 - www.businessmag.mu

SECTEUR INFORMEL
Une aide financière de Rs 5 100 à 11,9 % de la main-d'œuvre

PLAN DE SAUVETAGE
Maurice se tourne vers les bailleurs de fonds pour bâtir sa résilience

CONSOMMATION
La réouverture des supermarchés sous stricte surveillance

CORONAVIRUS
Comment il va changer LA VIE DU MAURICIEN
Un sondage de VERDE

9 771694 167553

SWAN
for life

Télécharger l'application sur

Available on the App Store

ANDROID APP ON Google Play

mySWAN
*App*orter demain.

Grâce à l'application **mySWAN**, accédez à nos services à tous moments, en un instant. Munissez-vous de votre carte d'identité et laissez-vous guider pour profiter d'une expérience unique.

Parce que tout devient plus simple quand on se comprend.

Rendez-vous sur la page de SWAN.

Swan General Ltd | T (230) 207 9111 | FSC Licence number: IS10000012 | swanforlife.com

Sommaire

4 Édito
Un avenir bien assombri...

5 Actualité
- Secteur informel
Une aide de Rs 5 100 à 11,9 % de la main-d'œuvre locale

6-7 Actualité
- Plan de sauvetage
Maurice se tourne vers les bailleurs de fonds pour bâtir sa résilience

8 Actualité
- Consommation
La réouverture des supermarchés sous stricte surveillance

10-17 En couverture
CORONAVIRUS
COMMENT IL VA CHANGER LA VIE DU MAURICIEN

20 L'Evénement
- Mercredi 25 mars
La solidarité pour s'en sortir

23 L'Evénement
- Jeudi 26 mars
L'e-commerce à la rescousse d'un pays à l'arrêt

26 L'Evénement
- Vendredi 27 mars
L'entraide en réponse à la précarité des ménages

29 L'Evénement
- Week-end des 28-29 mars
Le Covid-19 fait une troisième victime

32 L'Evénement
- Lundi 30 mars
Prolongement du couvre-feu jusqu'au 15 avril

36 Le point de vue du spécialiste
- Amit Bakhirta
La fermeture du marché boursier pendant une crise affecte sa crédibilité

36 Le point de vue de la spécialiste
- Manisha Dookhony
La clé pour la reprise : l'adaptabilité

40 What the expert say
- Venna Pavaday
Planning is the more important for businesses

42 Le point de vue du spécialiste
- Dr Avinaash Munohur
Quelles leçons tirer de la pandémie du COVID-19 ?

par **Philippe A. FORGET**

UN AVENIR BIEN ASSOMBRI…

ESSAYEZ D'IMAGINER l'état de notre économie à ce stade !

Le secteur sucrier, une industrie déjà mal en point, qui s'accrochait à l'espoir d'un prix mondial à la hausse entre septembre 2019 et janvier 2020 (+26 %), voit maintenant ce prix dégringoler depuis fin février – avec une chute de 12 % depuis le 2 mars ! Le Covid-19 est passé par là…

Avec le confinement presque mondial, les milieux textiles vous diront que plus grand monde ne va en magasin et que même pour l'*e-commerce*, le cœur n'est pas à la fête et que le porte-monnaie reste plutôt muet. Les commandes se font donc attendre et les usines, mondialement, vont casser les prix pour accrocher le peu d'activité qui reste. Ça ne va pas être du gâteau !

L'industrie hôtelière est complètement fermée, sauf pour la petite imposte qui permet à certains hôtels de se reconvertir… en centres de quarantaine ! Oui, mais à quel prix ? Les promotions, un temps destinées aux Mauriciens qui devaient suppléer aux étrangers, n'ont pas fait illusion longtemps. Les paris sont ouverts sur la réaction éventuelle des touristes quand le voyage redeviendra théoriquement possible (voir plus bas) ! Seront-ils avides de changer d'air à n'importe quel prix ? Restera-t-il alors suffisamment de compagnies aériennes qui n'auront pas fait faillite ? Ou est-ce que les touristes, tétanisés, ne voudront pas prendre le risque de se choper un microbe à l'étranger et resteront donc plutôt chez eux pour revisiter les bars, les théâtres, les stades, les musées dont ils auront été privés pendant des semaines, voire des mois lors de leur confinement à eux ?

Le secteur commercial, ce ne sont pas seulement des supermarchés ! Les restaurants, les food-courts, les coiffeuses, les magasins vendant des frigos ou des Smartphones 4G, les magasins de lingerie, de robes, de chaussures, de valises, de bijoux, de vaisselle, de quincaillerie et d'articles divers vont rester fermés. Le couvre-feu a été étendu au 15 avril et seuls les supermarchés et les boutiques seront ouverts pour permettre aux citoyens de s'approvisionner. Les boulangeries seront fermées mais pourront produire pour le commerce. Les usines locales ne seront pas actives (?), mais elles auront au moins la possibilité de vendre leur stocks aux supermarchés, peut-on supposer ?

S'il y a eu du '*panic buying*' avant le confinement, la perspective de ne plus avoir de salaire en avril ou en mai – le MRA *scheme* ne couvrant que 50 % des salaires de base jusqu'au plafond de Rs 25 000 seulement – va peut-être faire réfléchir et modérer les achats ? Quoi qu'il en soit, la récolte de TVA va probablement ralentir sérieusement, comme celle de l'*Income tax* tant des compagnies que des individus ! Le déficit budgétaire va croître…

Qu'est-ce qui reste ? Le secteur de la pêche est en panne, du moins la partie usine, et donc d'exportation. Le secteur des Tic est en attente aussi. La construction ? Dans le secteur des PME, déjà rendu vulnérable par le salaire minimum, le *Portable Pension scheme*, etc., la garantie du ministre du Travail qu'il n'y aura pas, comme ailleurs, de licenciements vaut exactement quoi à votre avis ?

L'économie va donc très mal, d'autant qu'il faut y rajouter la litanie du déficit immense de la balance commerciale, de la dette publique qui gonfle, des marges de manœuvre budgétaires effritées, du gaspillage passé éhonté, de la productivité et de la discipline personnelle faibles, des dépenses jusqu'ici non couvertes, comme la pension de vieillesse. Que l'économie aille mal fera sans doute bien plaisir à ceux qui disent que l'économie ne doit pas primer et qu'il faut retourner à la terre ? Pour les autres, il faudrait que ce *lockdown* mondial se desserre assez rapidement.

Or, même si la Chine, la Corée du Sud et Taïwan semblent avoir déjà vu le pire du Covid-19, eux-mêmes ne sont pas tout à fait sortis hors du bois ! En effet, maintenant ils surveillent les voyageurs qui leur arrivent d'ailleurs, touristes compris, tout en constatant que leurs marchés principaux se cloîtrent et achètent mal ! La reprise chez eux, trois mois après les premiers cas et les premières mesures, ne s'est pas encore concrétisée ! Ce ne sera pas pour demain, non plus !

Pour mesurer l'envergure des dégâts chez nous aussi, il faut absolument ajouter une perspective "temps" au constat fait plus haut, et on ne parle sûrement pas d'un mois ! Le ministre des Affaires étrangères de Singapour, le Dr Vivian Balakrishnan, FRCS en plus, mesuré et rationnel comme peuvent l'être les Singapouriens, suggère que cela nous prendra peut-être un an pour un retour à la normale**. Cela paraît plus plausible que les souhaits de Trump pour Pâques ! Même si à moitié vrai, l'horizon paraîtrait sombre.

La direction de notre pays, dont la priorité actuelle est, correctement, de juguler la diffusion du coronavirus, a-t-elle bien mesuré ce qui nous attend sur le plan de l'économie ? Voudrait-elle bien nous l'invoquer quand elle aura fait le tour de la question de manière compréhensible, afin que le pays puisse planifier un tant soit peu d'avance, plutôt qu'au seul lendemain d'une conférence de presse ?

** A visionner l'entretien télévisé du Dr Vivian Balakrishnan : https://www.straitstimes.com/singapore/be-prepared-for-the-long-haul-on-covid-19-foreign-minister-vivian-balakrishnan

SECTEUR INFORMEL

UNE AIDE DE Rs 5 100 À 11,9 % DE LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE

Les autorités ont annoncé, hier, un plan de soutien destiné aux autoentrepreneurs du secteur informel, soit 11,9 % de la main-d'œuvre locale. Ces derniers obtiendront Rs 5 100, une somme jugée insuffisante par certains et considérée comme une «*aide de survie*» par d'autres.

LA CRÉATION D'UN FONDS DE SOUTIEN AU SECTEUR INFORMEL PROPOSÉE

BIENTÔT DEUX SEMAINES déjà depuis que l'économie du pays est à l'arrêt en raison du confinement imposé par le gouvernement afin de freiner la pandémie du coronavirus. Si cette décision a le mérite d'être courageuse, elle a des conséquences, notamment sur l'ensemble des opérateurs du secteur informel.

Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a ainsi annoncé hier que le gouvernement apportera son soutien à tous ceux qui travaillent dans le secteur informel qui, selon une étude de Foresight Africa parue dans la publication *Brookings Institution*, concerne 11,9 % de la main-d'œuvre locale. Le gouvernement accordera à chacun une somme de Rs 5 100, soit l'équivalent de 50 % du salaire minimum. Pour obtenir cette aide, les bénéficiaires devront s'enregistrer en ligne auprès de la Mauritius Revenue Authority, ou alors à travers la hotline mise en place pour l'occasion en composant le 207 6000. Cette aide financière, a souligné le Grand argentier de l'État, sera par la suite créditée sur les comptes bancaires des bénéficiaires. D'autres arrangements seront réalisés avec la Poste pour ceux ne détenant pas de compte.

Ces mesures ont aussitôt été diversement commentées de part et d'autre. «*Nous sommes satisfaits que le gouvernement ait enfin ouvert les yeux et réalisé qu'on ne peut pas laisser les gens sans moyens de subvenir aux besoins de leurs familles. On doit saluer l'effort et on laissera aux bénéficiaires répondre pour savoir si c'est suffisant ou pas. Mais il est clair qu'il ne s'agit là que d'une mesure de survie*», a commenté Ivor Tan Yan, secrétaire général de 100 % Citoyens. Le député mauve Reza Uteem a, pour sa part, déploré le «*mépris*» du gouvernement sur sa page Facebook, qualifiant ces mesures de «*honte*».

Durant le week-end, le chef de file du MMM, Paul Bérenger, dans une vidéo diffusée sur le réseau social Facebook, déplorait l'absence de mesures à destination des opérateurs du secteur informel, invitant l'exécutif à prendre exemple sur Singapour, qui a mis en place un «*cash grant*», soit une aide financière directe.

Dans une lettre ouverte adressée au ministre des Finances, vendredi, Dev Sunnasy, de 100 % Citoyens, avait pour sa part souligné l'urgence de venir en aide aux plus vulnérables en cette période trouble. Plaidant lui aussi pour la cause des opérateurs du secteur informel, l'ancien ministre des Services financiers, Roshi Bhadain, a présenté, sur sa page Facebook, un plan de Rs 830 millions visant à venir en aide aux opérateurs du secteur informel et aux «*self-employed*». Cette aide exceptionnelle, souligne-t-il, représenterait une somme d'environ Rs 8 000 qui serait allouée à quelque 50 000 familles sur deux mois.

Chiffres à l'appui, Roshi Bhadain explique que la somme Rs 340 millions pourrait être obtenue si les corps paraétatiques, qui ont une dette de Rs 3,4 milliards vis-à-vis de l'État, acceptent de rembourser 10 % de ce montant. L'ancien ministre des Services financiers ajoute que la SICOM pourrait prélever Rs 160 millions de sa réserve, qui s'élève à Rs 6 milliards, et contribuer au fonds de soutien au secteur informel dont il propose la création. Roshi Bhadain, qui explique avoir étudié le rapport de l'Audit, est d'avis que le gouvernement pourrait réallouer la somme de Rs 100 millions qui avait initialement été accordée au National Empowerment Fund pour la construction de complexes résidentiels, au programme de soutien pour le secteur informel.

Le sort de ceux qui travaillent à leur propre compte a également été évoqué par le leader du Parti Mauricien Social Démocrate, Xavier-Luc Duval. Dans une déclaration publiée sur son compte Facebook, le leader des bleus soutenait : «*Il est clair aujourd'hui que l'économie mauricienne sera grandement affectée, et cela pendant des mois et des mois. Un programme d'aide a été mis sur pied pour soutenir les salariés, c'est bon. Mais cela doit être complété par une aide ponctuelle aux 'self-employed'*». Le PMSD suggérait de se baser sur le plan anglais annoncé jeudi. Ce plan de soutien, poursuit-il, leur viendrait en aide en leur octroyant 50 % des revenus dûment déclarés à la MRA l'année dernière, et cela sur une base mensuelle, avec le même plafonnement que pour les salariés.

Guillaume GOUGES

Publié par
lasentinelle MAGAZINES
Business Publications Ltd
•••
RÉDACTION
Email : businessmag@intnet.mu

DIRECTEUR DES PUBLICATIONS
Nad Sivaramen (206 8481)
nad.sivaramen@lasentinelle.mu

RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS
Richard Le Bon (206 8542)
Boris Pierrus (206 8565)

JOURNALISTES
Eve Fidèle, Joanna Seenayen, Guillaume Gouges, Fabrice Larétif, Roma Brijmohun, Nirvan Armoogum, Carine Tourette, Dooshani Seewoolall, Loveena Harooa

CONCEPTION GRAPHIQUE
Nicola Sydney

PHOTOGRAPHES
Kevin Memraj Mahadoo, Jean-Noël Ah Kee, Clifford Francisque, Ejilen Ramasawmy

PRODUCTION
SUPERVISEUR
Pricilla Samuel

COUVERTURE
David Nombreuse

MISE EN PAGE
Medha Comarasamy
David Nombreuse
•••
PRE-PRESS MANAGER
Naheer Himmatkhan (206 8404)
Fax: 247 1035
•••
BUSINESS UNIT MANAGER
POLE MAGAZINE
Shenaz Busguth (206 8408)
Email : shenaz.busguth@businessmag.mu

lasentinelle
Pour devancer demain

PUBLISHER
3, Rue des Oursins
Baie-du-Tombeau, B.P. 247
Tel : 206-8200 ▪ Fax : 247-1756
Email : corporate@lasentinelle.mu

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Denis Ithier

GROUP HR MANAGER
Areff Salauroo

GROUP PUBLISHING MANAGER
Clifford Colimalay

GROUP TECHNICAL & PRODUCTION MANAGER
Ejaz Gobindram

GROUP FINANCE MANAGER
Jack Dacruz

DIRECTEUR DE PROJETS
Hossen Goburdhun

DIRECTEUR COMMERCIAL & STRATÉGIES GROUP
Vincent Vibert

Imprimé par caractère
Rue des Oursins - Riche-Terre

© 2020. All rights reserved. No part of this magazine may be produced or copied in any form or by means without the written permission of Business Publications Ltd.

PLAN DE SAUVETAGE

MAURICE SE TOURNE VERS LES BAILLEURS DE FONDS POUR BÂTIR SA RÉSILIENCE

Ce qui a commencé par une crise sanitaire s'est aujourd'hui transformé en une crise économique mondiale majeure. Le Covid-19 aura des répercussions économiques considérables sur Maurice. Pour y faire face, le pays n'a d'autre choix que de solliciter l'aide d'urgence des bailleurs de fonds.

EN CETTE PÉRIODE de crise, la priorité est d'assurer la continuité des opérations des entreprises et de sauvegarder les emplois. Ces derniers jours, l'État a accéléré les manœuvres. Outre une aide de $ 100 millions (Rs 3,7 milliards) du Fonds monétaire international, il a approché la Banque mondiale et l'Agence française de Développement (AFD) pour un soutien supplémentaire d'au moins Rs 25 milliards. Les conditions de remboursement de ces prêts sous forme d'appui budgétaire ne sont pas encore connues.

Dans une déclaration à *Business Magazine*, André Pouillès-Duplaix, directeur des agences régionales de l'AFD pour Maurice et les Seychelles, fait ressortir que «*l'AFD et la Banque mondiale se sont engagées à soutenir Maurice en ces temps difficiles et réfléchissent au type et à l'ampleur potentiels du soutien financier et technique. Des éléments complémentaires pourront venir bientôt dès que les choses se seront précisées*».

Au niveau du FMI, on considère que la politique budgétaire devra jouer un rôle majeur pour atténuer le choc, et les positions budgétaires devront retrouver des trajectoires à moyen terme qui ne compromettent pas la viabilité de la dette lorsque la crise aura pris fin. On pourrait aussi envisager des transferts monétaires ciblés pour aider les particuliers et les ménages en difficulté. L'institution souligne que s'ils le peuvent, les pouvoirs publics devraient songer à apporter une aide ciblée et temporaire aux secteurs les plus durement touchés, comme le tourisme. Ainsi, des allégements fiscaux temporaires sous forme de réductions ciblées ou de reports d'échéances pourraient aider les entreprises en difficulté à court de trésorerie.

Face à la presse mardi, le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a déclaré qu'à la lumière du prolongement du couvre-feu total, le gouvernement planche sur l'extension du *Wage Support Scheme*. Dans les jours à venir, on en saura plus.

VERS UN NOUVEAU PARADIGME

Les emprunts massifs que le gouvernement s'apprête à contracter auprès des bailleurs de fonds répondent à des considérations de court

143 cas et 5 décès enregistrés

La pandémie continue de gagner du terrain. Valeur du jour, 143 cas d'infections au Covid-19 ont été détectés. À noter qu'un cinquième décès a été enregistré mardi après-midi. Rien qu'entre lundi et mardi, l'on a enregistré 14 nouveaux cas. Selon le porte-parole du National Communication Committee, Zouberr Joomaye, plusieurs de ces cas ont été mis au jour grâce aux exercices de recherches de contact.
Dans le monde, la vitesse de propagation du virus s'accélère. L'on a déjà atteint les 800 000 cas. Plus de 39 000 personnes sont décédées et les chiffres évoluent désormais d'heure en heure. Les États-Unis sont le principal foyer d'infection avec pas moins de 165 000 cas du coronavirus.

terme. À moyenne et longue échéances, ils auront un impact sur le taux de la dette publique qui pourrait franchir la barre des 70 % du PIB. Un taux d'endettement public sera-t-il soutenable pour notre économie à l'avenir ?

Pour Jaya Patten, directeur de Jaya Advisory - *Financial Markets Risks and Governance*, le Covid-19 va pousser le fardeau de la dette souveraine sur un nouveau territoire à l'échelle mondiale. Une nouvelle ère de gestion de la dette souveraine pourrait commencer. Ce que cette période peut apporter n'est pas encore clair. Le régime de la dette après la pandémie pourrait ressembler à celui de la période d'après-guerre. «*Il sera difficile de résister à la demande d'investissements dans les infrastructures de santé, de technologie et de services en ligne. Par conséquent, je ne vois pas le dépassement du seuil de 70 % comme un problème. Le monde post-Covid-19 inaugurera un nouveau paradigme; les anciens repères perdront leur pertinence et leur signification*», soutient-il.

Il ajoute qu'à ce stade, il est difficile de quantifier l'impact cumulatif de la combinaison d'une production réduite, d'une augmentation des dépenses publiques et d'une baisse des recettes fiscales. Le résultat dépendra de l'impact final sur la demande globale résultant à la fois de la consommation et de l'investissement intérieurs et de la demande étrangère. L'essentiel est de veiller à ce que l'activité économique puisse reprendre rapidement dès que la situation s'améliorera. «*Plus important encore, les enseignements tirés des lacunes et des manquements mis en évidence par la crise devraient stimuler une nouvelle vague d'innovation commerciale dans certains secteurs clés*», observe-t-il.

André Pouillès-Duplaix (directeur des agences régionales de l'AFD pour Maurice et les Seychelles)

Dan Maraye (ancien Gouverneur de la Banque de Maurice)

Jaya Patten (directeur de Jaya Advisory)

De son côté, l'ancien Gouverneur de la Banque de Maurice, Dan Maraye, estime que le gouvernement a pris une bonne décision en puisant Rs 18 milliards des réserves de la Banque centrale pour rembourser une bonne partie de nos dettes extérieures. «*Aujourd'hui, les événements viennent prouver que le gouvernement avait raison, puisque dans la situation actuelle, qu'on le veuille ou non, la roupie va certainement se déprécier. Si nous n'avions pas utilisé les Rs 18 milliards pour payer nos dettes, cela nous aurait coûté bien plus cher*», argue-t-il.

Actuellement, la dette publique tourne autour de 65 % du PIB. Ces dettes sont majoritairement – soit autour de 80 % – libellées en roupies mauriciennes. «*Certainement, nous aurions tous préféré que la dette publique soit inférieure à 60 % du PIB. Mais nous sommes dans un état de crise. Les autorités mauriciennes se retrouvent en face de dépenses non planifiées. D'ailleurs, les gouvernements à travers le monde, aussi bien dans les pays développés que ceux en voie de développement, se retrouvent confrontés à pareille situation. Nous devrons malheureusement augmenter nos dettes et prendre ce dont nous avons besoin, surtout pour nous assurer que Maurice sort gagnant de cette bataille contre le coronavirus*», argue-t-il.

La dette publique pourrait dépasser la barre des 70 % du PIB

Pour traverser cette crise, l'économie mauricienne devra s'appuyer sur un endettement hors du commun, renchérit Jaya Patten. «*Ce ne serait pas la première fois qu'une crise réécrit le règlement. La dette publique augmentera à l'échelle mondiale dans les marchés développés et émergents. Maurice pourrait profiter de cette occasion pour se lancer dans une relance des investissements dans les infrastructures afin de préparer l'économie pour les prochaines décennies. L'étoile directrice doit être la vision qu'en 2050, l'Afrique détiendra 25 % de la population mondiale. Les économies seront davantage évaluées en fonction de l'utilisation finale des sommes empruntées. Étant donné la nature mondiale de la crise et les pressions grandissantes sur une croissance équitable et durable, des fonds seront disponibles pour des investissements méritants. Enfin, le faible niveau des taux d'intérêt mondiaux, actuellement et dans un proche avenir, rendra ces emprunts plus gérables*», soutient-il.

Pour Dan Maraye, nous devons nous préparer au pire. Il souligne que nous aurons besoin de nos devises pour l'importation de marchandises, d'équipements et de médicaments pour combattre cet ennemi invisible. C'est grâce à la solidarité nationale et aux efforts de tout un chacun qu'on parviendra à s'en sortir. Et de conclure : «*Il nous faudra tous nous serrer la ceinture, faire des sacrifices à tous les niveaux et nous assurer d'éliminer au maximum tous les gaspillages. Il faudra une gestion rigoureuse de notre économie et, surtout, tout doit être fait dans la transparence et la bonne gouvernance. C'est cela qui va donner confiance à la population*».

Eve FIDÈLE ✍

Le secteur privé se structure pour répondre au Covid-19

Business Mauritius, qui regroupe plus de 1 200 entreprises, veut donner les moyens au secteur privé de mieux affronter la crise économique. Ainsi, l'organisation a créé six comités pour structurer la réponse du secteur des affaires face à la pandémie. Ces comités sont : le *Capacity Building for the Healthcare Sector Committee* présidé par Philippe Espitalier-Noël, le *Committee on Economic Recovery* qui est placé sous la présidence de Gilbert Gnany, le *Food, Necessary Supplies and Energy Committee* sous la tutelle de Cédric de Speville, le *Cross Border Logistics Committee* présidé par Vishal Nunkoo, le *Human Resources Committee* présidé par Madhavi Ramdin Clark et le *Communication Committee* placé sous Richard Arlove.

CONSOMMATION

La réouverture des supermarchés sous stricte surveillance

LA RÉOUVERTURE des supermarchés, supérettes et boutiques a été annoncée pour ce jeudi 2 avril à partir de 9 heures. Depuis le 25 mars, tous ces commerces sont fermés dans le sillage de l'annonce du décret du confinement total par le gouvernement dans une tentative d'enrayer la propagation du Covid-19. Toutefois, cette réouverture se fera en suivant un protocole strict, a annoncé Joe Lesjongard qui a présidé le comité interministériel chargé de se pencher sur les modalités de cet exercice.

Crise sanitaire oblige, l'accès aux commerces se fera par ordre alphabétique de 9 à 17 heures les jours suivants : A à F, lundi et jeudi, G à N, mardi et vendredi, O à Z, mercredi et samedi. Ces commerces seront fermés les dimanches. Chaque famille pourra faire ses provisions deux fois par semaine. Le port du masque, la distance de sécurité et la désinfection des caddies seront autant de consignes qui devront être suivies scrupuleusement. Afin de pouvoir opérer en respectant ces mesures de sécurité rigoureuses, plusieurs supermarchés, supérettes et boutiques revoient leur

mode de fonctionnement. Ainsi, les gérants doivent s'assurer qu'il y a les marquages au sol pour le respect de la distance entre chaque client et du désinfectant à l'entrée des supermarchés. De même, un contrôle sanitaire, avec prise de température et vérification de l'état de santé, sera fait à l'entrée de chaque supermarché.

Mardi après-midi, Vinay Koonjal, propriétaire de Family Supermarket, était sur le pied de guerre, désinfectant tout son commerce et s'assurant de tout mettre en place pour le respect du protocole en termes d'équipements et de distance sociale. *«Nous nous assurons de tout expliquer à nos 18 employés afin qu'ils puissent suivre la procédure établie»*, explique celui qui s'attend à voir la même affluence d'avant l'annonce du couvre-feu total. *«Le souci, c'est que les gens sont affamés. Beaucoup n'ont pas de quoi faire du stock car ils vivent au jour le jour»*, confie-t-il. Il s'inquiète aussi de savoir si son stock existant pourra tenir sur plus d'une semaine. *«Nous risquons d'être en rupture de stock car les petits supermarchés ne peuvent constituer du stock pour un mois ou plus. Nous nous approvisionnons au cours du mois. Or, avec le couvre-feu, nous n'avons pas reçu de livraison. Nos stocks étaient déjà à plus de 50 % dans les trois jours précédant le confinement total»*, soutient-il.

De son côté, le directeur général d'Intermart, Andrew Sin, soutient qu'il y aura du stock car les livraisons sont assurées tous les jours. Il concède toutefois qu'il y aura un ralentissement du fait que *«les employés fonctionnement sur un système de rotation. Les opérations devraient connaître un ralentissement d'environ 75 %»*.

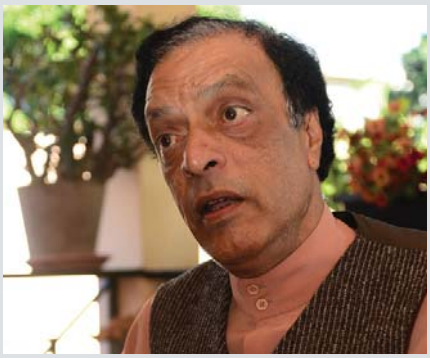
Carine TOURETTE

Bourse : tout est fin prêt pour la reprise !

APRÈS avoir cessé ses opérations dans le sillage de l'annonce du confinement, la Bourse de Maurice devrait reprendre ses activités le vendredi 3 avril. C'est ce que confirme la Stock Exchange of Mauritius (SEM) dans un communiqué en date du 27 mars. À mardi après-midi, l'on attendait toutefois toujours une confirmation des autorités boursières.

Prolongement du confinement ou pas, il nous revient que les sociétés de courtage sont prêtes à reprendre leurs activités une fois le feu vert tombé. Elles se sont d'ailleurs déjà organisées en conséquence. *«Dans un premier temps, il faut savoir que nous utilisons deux programmes qui sont le CDS System et l'ATS System. Le premier s'occupe essentiellement des statistiques et des archives. Alors que l'ATS System fait un état des lieux des actions menées en temps réel. Il indique les prix des actions d'une société, mais aussi les transactions et le volume des échanges en direct»*, explique un opérateur.

Par ailleurs, il est bon de noter que



ces systèmes sont centralisés dans les sociétés de courtage. Avec le confinement, les employés ne pouvaient se déplacer afin d'assurer les transactions. On a donc utilisé les nouvelles technologies afin que les employés puissent travailler de chez eux. *«Les sociétés de courtage ont fait quelques tests qui se sont révélés satisfaisants. Elles n'attendent que le feu vert de la SEM»*, commente-t-il.

Au niveau de la SEM, nous apprenons que trois personnes se relaieront tous les jours afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations.

Mais comment le marché boursier réagira lors de sa reprise ? Pour répondre à cette question, il faut partir du postulat que la Bourse est un indicateur de la santé économique d'un pays, soutient l'économiste Pramode Jaddoo (notre photo). *«Avec la pandémie du Covid-19, il est indéniable que Maurice va faire face à une crise sans précédent. Et cela va se refléter sur la SEM. Nous devons nous attendre à une chute globale des valeurs boursières. Il est bon de noter que chaque secteur ne sera pas impacté de la même manière. L'hôtellerie et l'aviation seront indubitablement sévèrement touchées, alors que les assurances pourront être moins impactées»*, soutient-il.

Toutefois, malgré ces variantes, l'économiste s'attend à voir des améliorations environ six mois après la disparition de la pandémie et que les opérations boursières se stabilisent au bout d'un an.

Nirvan ARMOOGUM

USD 3 MILLIARDS

C'est la somme levée par la Banque africaine de développement (BAD) sur les marchés financiers internationaux à travers un emprunt obligataire social, afin d'atténuer les effets socio-économiques de la pandémie de Covid-19 en Afrique.

«Cette pandémie engendre une crise économique sans précédent. Les institutions internationales parlent de récession historique. Et quand l'économie mondiale souffre, nul besoin de rappeler que l'économie mauricienne souffre encore plus.»

Renganaden Padayachy, ministre des Finances

CROISSANCE

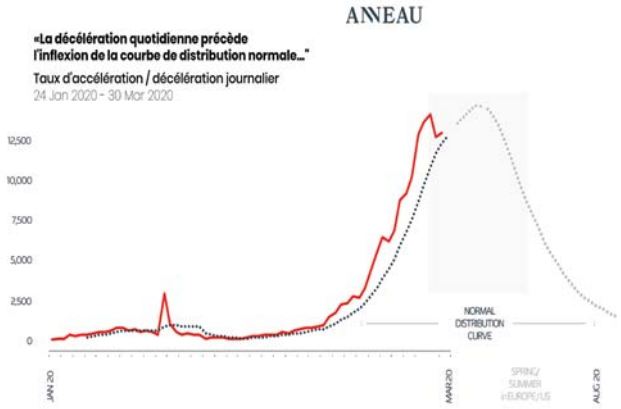
Croissance (prévision, 2019)	3,6 %
Inflation (février 2020)	0,8 %
Chômage (prévision, 2019)	6,7 %
Taux directeur	2,85 %
Déficit commercial (janvier 2020)	Rs 8,668 Mds
Semdex (au 19 mars)	1 571,04 pts
Arrivées touristiques (février 2020)	111 560

TAUX DE CHANGE

	Achat à l'unité	Vente à l'unité
USD	Rs 38.67 ↓	Rs 39.57 ↓
EUR	Rs 42.42 ↑	Rs 43.69 ↑
GBP	Rs 47.48 ↑	Rs 48.90 ↑
ZAR	Rs 2.12 ↓	Rs 2.26 ↓
INR	Rs 0.5057 ↑	Rs 0.5381 ↑
CNY	Rs 5.44 ↓	Rs 5.72 ↓

* Évolution des taux d'une semaine à l'autre

Anneau prévoit une inflexion avant août



Anneau réitère son scénario de base selon lequel nous pourrions être proches d'une phase d'inflexion du nombre total de cas journaliers signalés. Cela, alors que l'Europe et les États-Unis passent par le printemps / été et que les mesures de confinement commencent à entraîner moins d'infections dans le monde. «*Nous espérons donc que l'inflexion se produira vraisemblablement avant août*», déclare Amit Bakhirta, CEO d'Anneau.

EN 2 MOTS

Pétrole : la dégringolade se poursuit

Les cours pétroliers continuent de chuter alors que les gouvernements à travers le monde imposent des restrictions de voyage et des mesures de confinement pour parer à la propagation du virus, entraînant une baisse de la demande. En effet, le baril du Brent était à $23 mardi, soit son niveau le plus bas depuis le début des années 2000 où son cours était légèrement au-dessus des $20. À cette situation s'ajoutent des enjeux géopolitiques entre les trois géants du marché pétrolier : l'Arabie saoudite, la Russie et les États-Unis.

Commerce en ligne. La FinTech mauricienne à la rescousse

Les développeurs mauriciens ne sont pas restés insensibles aux difficultés éprouvées par les commerces qui ont dû fermer boutique le temps du confinement. Trois sociétés offrent leur expertise aux commerçants. Suyash Sumaroo d'Horizon Africa propose gratuitement aux entreprises de créer leur site de commerce-en-ligne sur www.moris.store. Jay Ramsurrun d'ECCS propose aux commerçants d'assurer la visibilité de leurs produits sur le site www.shopdirect.mu, assortie de l'option de prise de commandes téléphoniques. Finalement, Shafik Curumtally d'ExpoCom propose l'enregistrement gratuit sur www.Bestmarket.mu, visant à relier les commerces et les fournisseurs de home delivery pour la vente directe en ligne.

CORONAVIRUS
COMMENT IL VA CHANGER LA VIE DU MAURICIEN

▪ Une enquête de VERDE

Le Covid-19 poursuit son œuvre destructrice, semant la mort sur son passage et disloquant le système économique mondial. Une chose est sûre : après la crise, le monde ne sera plus jamais le même. Comme le reste de la planète, Maurice est engagé dans une guerre sans merci face à cet ennemi invisible. Aujourd'hui, chaque Mauricien se remet en question et revoit ses priorités. Dans quelle mesure, cette nouvelle attitude forgée dans l'adversité influencera-t-il notre style de vie future et nos habitudes de consommation ? Une étude de VERDE lève le voile sur la question.

EN L'ESPACE de trois mois, le coronavirus a paralysé la machinerie bien huilée de la mondialisation, paralysant l'économie de marché et l'activité sociale. À ce jour, plus de 3 milliards d'individus à travers le monde sont confinés. C'est une situation sans précédent. Que ce soit au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou du Fonds monétaire international (FMI), l'on concède que cette crise a jusqu'ici déjoué tous les pronostics et qu'elle pourrait être encore plus profonde que celle de 2007-08.

L'on annonçait que la nouvelle décennie allait être un point tournant pour l'humanité, qu'elle serait l'occasion de repenser notre modèle économique trop interconnecté et trop consumériste. Aujourd'hui, la crise du coronavirus nous ramène à l'essentiel. En période de confinement, l'on doit se contenter du strict minimum ; ce sont de nouvelles valeurs, de nouveaux modes de consommation que nous devons adopter pour notre survie.

Une étude de VERDE s'intéresse à l'impact du coronavirus sur les Mauriciens. Celle-ci a été menée pendant la période de confinement à travers une enquête par panel à laquelle les sondés ont pu participer en utilisant leurs Smartphones et un sondage en ligne. Pour cet exercice, la banque de données de la société de veille a été mise à contribution.

Ce rapport vise à donner à la population et aux chefs d'entreprise les outils et un aperçu de la situation actuelle et de son impact sur le style de vie des Mauriciens, leurs habitudes de consommation dans les mois à venir, ainsi que les possibles implications pour divers secteurs.

Point important : la propagation de la pandémie est rapide et certaines des perspectives contenues dans cette étude pourraient rapidement devenir obsolètes, souligne VERDE.

Si le confinement et la notion de distance sociale sont les méthodes les plus utilisées pour contenir le Covid-19, dans une grande mesure, la population est très, voire extrêmement effrayée à l'idée d'être infectée, soit autour de 74 %. De plus, 94 % des sondés se disent concernés par l'ampleur du coronavirus et sont sensibles à la vaste campagne publique sur le Covid-19.

SOCLE DU MAURICIANISME

Compte tenu du fait que la plupart des gens sont au courant des symptômes liés au virus, il y a une perception par 55 % de la population que les gens peuvent être infectés et qu'ils restent actuellement en auto-isolement.

En cette période de confinement, le socle du mauricianisme se renforce. Ainsi, l'étude révèle que la population partage une conviction commune que c'est ensemble qu'on pourra venir à bout du virus. Dans une grande majorité, la population pense que le gouvernement est en train de prendre les mesures appropriées contre le Covid-19 et qu'on pourra enrayer la propagation du coronavirus. Dans la même foulée, 91,3 % des sondés approuvent les mesures audacieuses adoptées par les autorités jusqu'ici.

Sur le plan de la consommation, 43,5 % se disent prêts à couper leurs dépenses et à acheter seulement les produits essentiels. Suivant la tendance actuelle, les plateformes en ligne devraient enregistrer un trafic important pendant et après le Covid-19.

En gros, un tiers des sondés disent qu'ils effectuent leurs achats en ligne pour éviter de sortir. Ce qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur le secteur commercial.

94 %
des sondés se disent concernés par l'ampleur du coronavirus

Néanmoins, la population reste optimiste que la situation va s'améliorer (plus de 60 %) dans les mois à venir. Si l'impact de la crise est difficile à prédire, il est fort probable que le comportement de la population et ses efforts pour suivre les consignes soient des facteurs qui guideront le futur du pays, observe VERDE. Il se peut aussi que les innovations stratégiques et leur exécution rapide puissent prévenir une trajectoire économique en U et qu'un scénario en V soit rendu possible. Mais, rappelle le sondeur, cette guerre n'est encore qu'à ses débuts et, sans les efforts conjugués de tout un chacun, il sera impossible de la gagner.

Richard LE BON

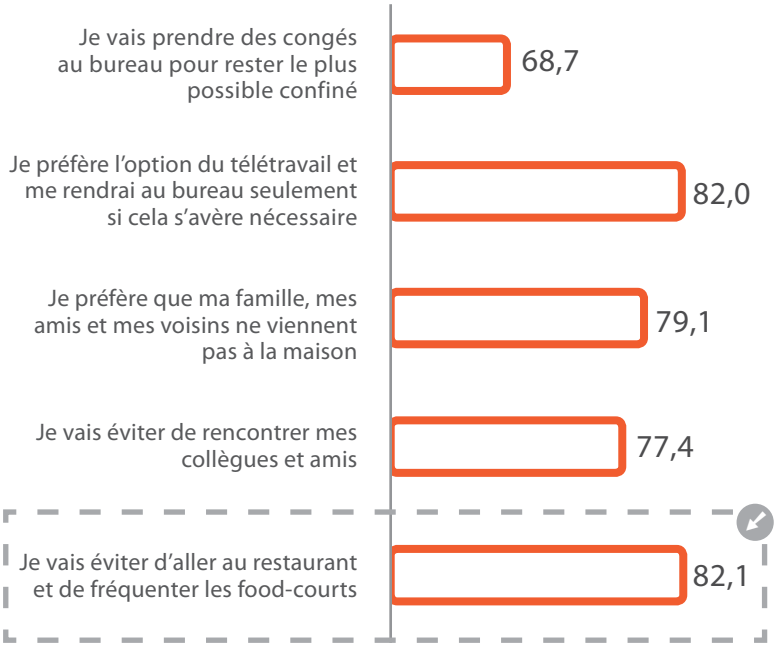
Sondage réalisé pendant le confinement

Ce sondage a été mené à partir d'un échantillon de 400 personnes. Les données ont été collectées du 23 au 28 mars pendant la période de confinement. Parmi les sondés, l'on retrouve des chefs d'entreprise, des professionnels et des hommes d'affaires figurant dans la base de données de VERDE.

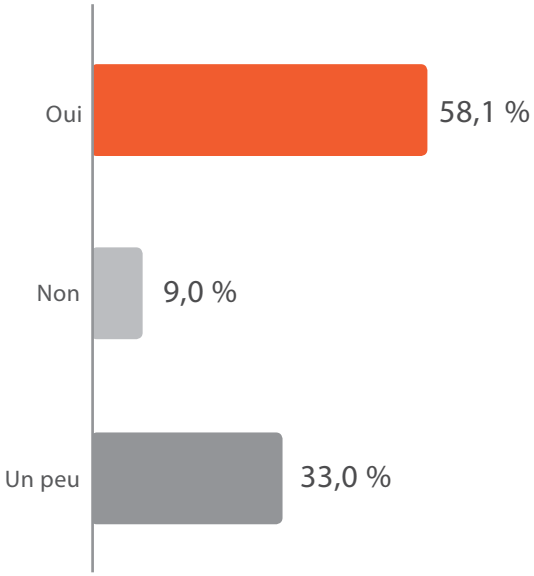
La dynamique du manger dehors, des achats induits et du style de vie avant la pandémie prendra du temps à revenir. Les commerçants et d'autres formes de business devraient se préparer à des moments difficiles.

Le changement de style de vie est encore plus prononcé. Ainsi, 82,1 % des sondés soutiennent qu'ils éviteront d'aller au restaurant ou de fréquenter les food-courts. La possibilité existe qu'une nouvelle vague d'infections se manifeste, même parmi les pays qui ont agi rapidement et essaient d'insuffler un nouveau souffle à leur économie. En effet, nous avons assisté à une résurgence du virus à Singapour et Hong Kong. À Maurice, on n'est pas près de revoir le style de vie qu'on menait d'avant l'apparition du Covid-19, avec la population restant confinée et évitant la famille, les voisins, les collègues et amis, évitant les places publiques comme les restaurants et les food-courts et le travail autant que possible.

CHANGEMENT DANS LE STYLE DE VIE ET LE COMPORTEMENT



IMPACT DU COVID-19 SUR LES DÉCISIONS D'ACHAT

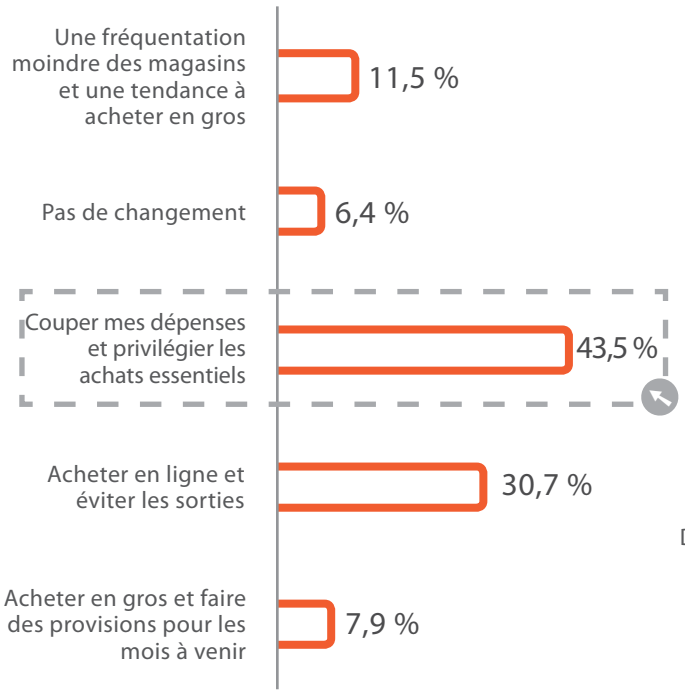


Sur une base de 100

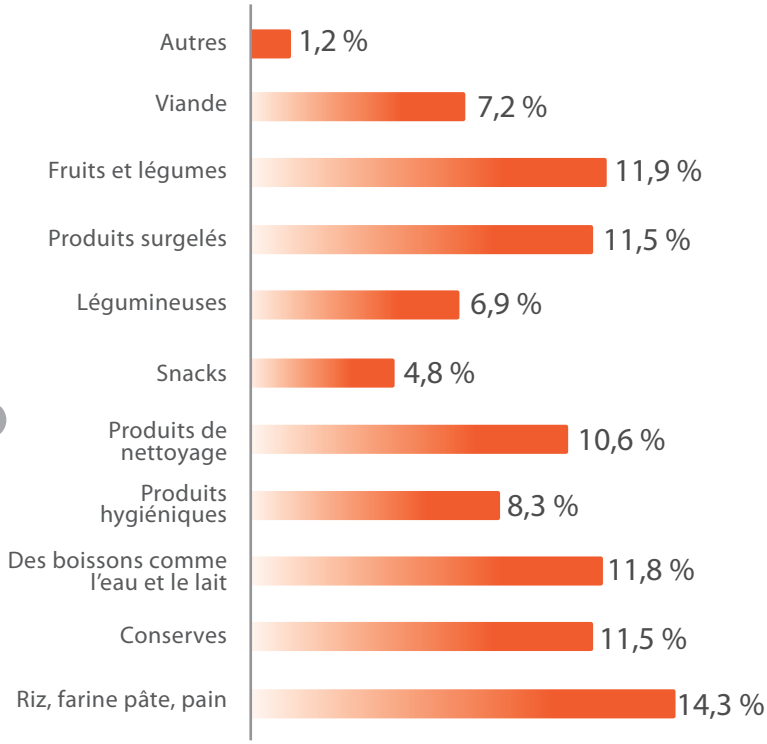
Les décisions d'achat sont déjà impactées avec seulement 9 % de la population qui soutient que celles-ci n'ont pas changé. Les décisions d'achat post-Covid-19 devraient être différentes parce que de plus en plus d'entreprises sont en difficulté et les emplois sont à risque. En comprenant et anticipant ces comportements, les entreprises disposeront des outils pour mieux affronter les mois à venir et surmonter cette crise sans précédent.

Le style de vie faste auquel la population est accoutumée – fréquentation des restaurants, food-courts, centres commerciaux et boutiques – sera complètement redéfini car le Covid-19 reste dans l'imaginaire populaire. Nombre d'entreprises dépendant de la consommation seront sévèrement impactées. Ce n'est pas de sitôt que la situation changera.

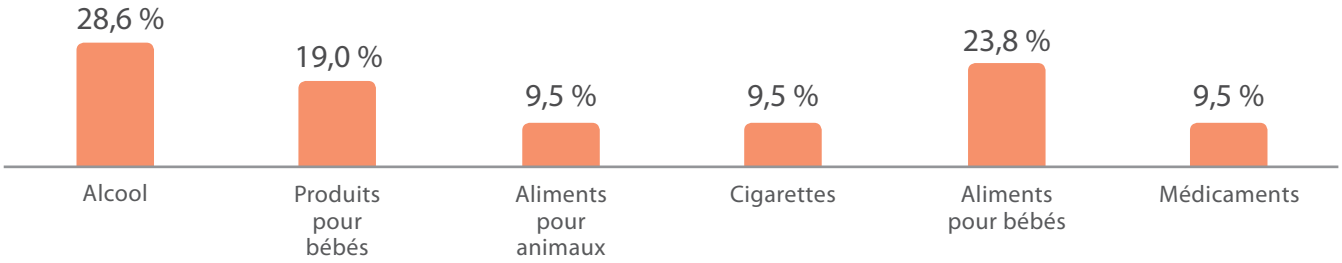
LES ACTIONS LES PLUS PRÉVISIBLES OU LES ACTIONS FUTURES D'UNE POPULATION IMPACTÉE PAR LE COVID-19



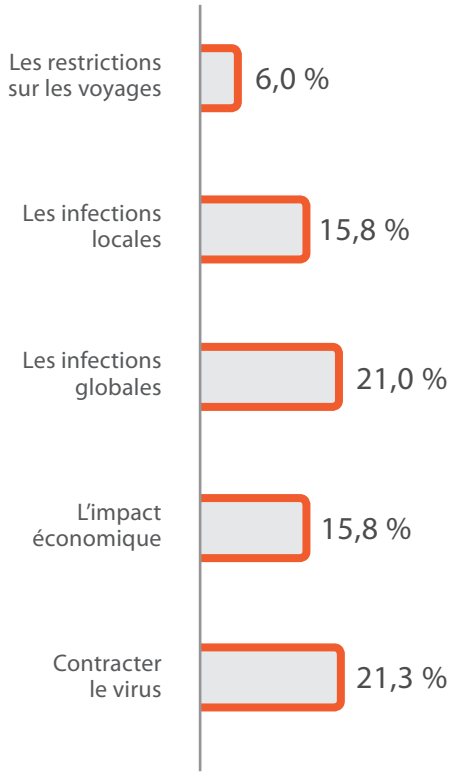
LES PRODUITS QUE LA POPULATION VA LE PLUS PROBABLEMENT ACHETER



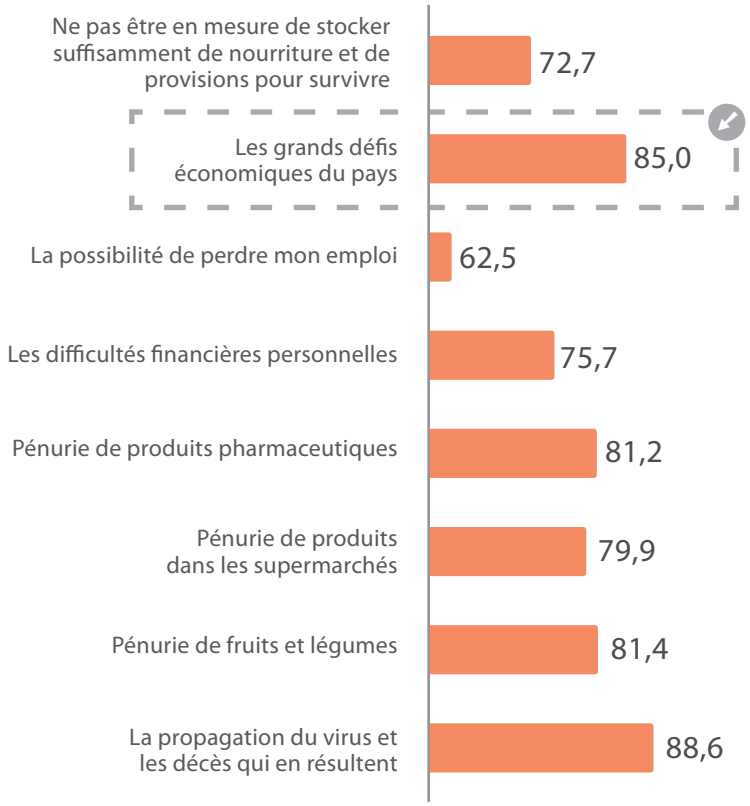
Les informations ci-dessous donnent des indications intéressantes sur les nouvelles habitudes d'achat de la population. Ils sont 43,5 % à avoir diminué leurs dépenses et à privilégier les achats importants. Dans la catégorie des autres items, les produits alcooliques sont les plus cités suivis des aliments et produits pour bébés.



QUELLE EST LA PRINCIPALE INQUIÉTUDE DE LA POPULATION PAR RAPPORT AU COVID-19



LES INQUIÉTUDES PLUS PERTINENTES POUR LA POPULATION EN CE MOMENT



Sur une base de 100

Valeur du jour, les sondés craignent qu'ils peuvent contracter le virus (21,3 %) et ils se sentent concernés par sa propagation dans le monde, avec les États-Unis enregistrant un nombre record de cas. Comme l'a déclaré récemment le New York Times «the world's richest country — armed with some of the most highly trained scientists and infectious disease specialists — squandered its best chance of containing the virus's spread. Instead, Americans were left largely blind to the scale of a looming public health catastrophe... The statement of President Trump "*It's going to disappear. One day — it's like a miracle — it will disappear.*" has not helped either».

À Maurice, en dépit des critiques çà et là, la population soutient les actions du gouvernement dans la lutte contre le coronavirus. Elle se dit toutefois inquiète sur les questions suivantes :

1. La pénurie de fruits et légumes, avec un score de 81,4 sur 100

2. La pénurie de produits pharmaceutiques (81,2)

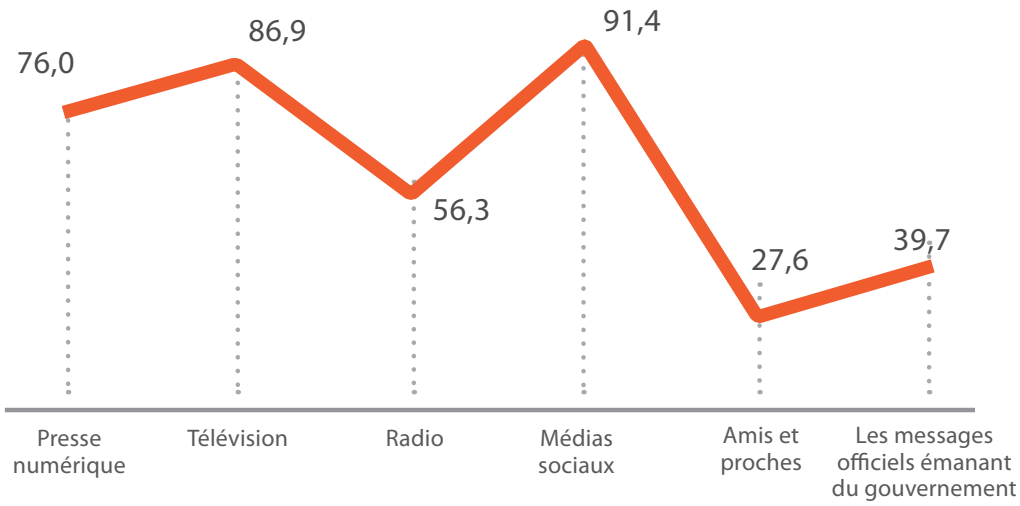
3. La pénurie de produits dans les supermarchés avec un score de 79,9 sur 100

Plus important encore, la population s'attend à des moments difficiles et à des défis à relever. Ils craignent que la distance sociale ait pu interrompre le mouvement des produits et des individus, bloquer les économies et puisse donner lieu à une récession mondiale. La contagion économique se répand aussi vite que la maladie elle-même. Les secteurs qui devraient être les plus impactés sont : le tourisme, les activités pétrolières, l'aérien et le commerce de détail.

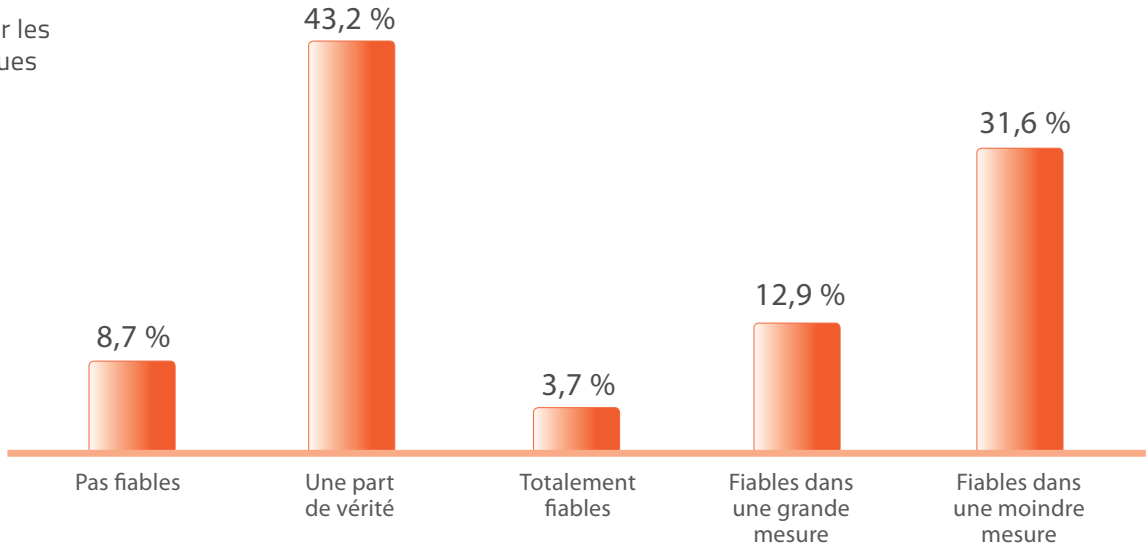
La télévision est suivie avec attention par une audience élargie. Les attentes sont grandes par rapport à une amélioration de la situation. Il n'y a pas beaucoup d'optimisme sur les perspectives futures.

La télévision et les médias sociaux sont les principales sources d'information aujourd'hui car l'ordre de confinement a poussé les groupes de presse à cesser l'impression et la distribution des journaux. En cette période de crise, la télévision nationale jouit d'une forte audience, surtout à l'heure de diffusion des nouvelles sur le Covid-19. Les médias électroniques se classent en troisième position avec un score de 76. Il faut aussi s'attendre à une hausse des souscriptions pour les versions numériques des journaux.

PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION SUR LE COVID-19

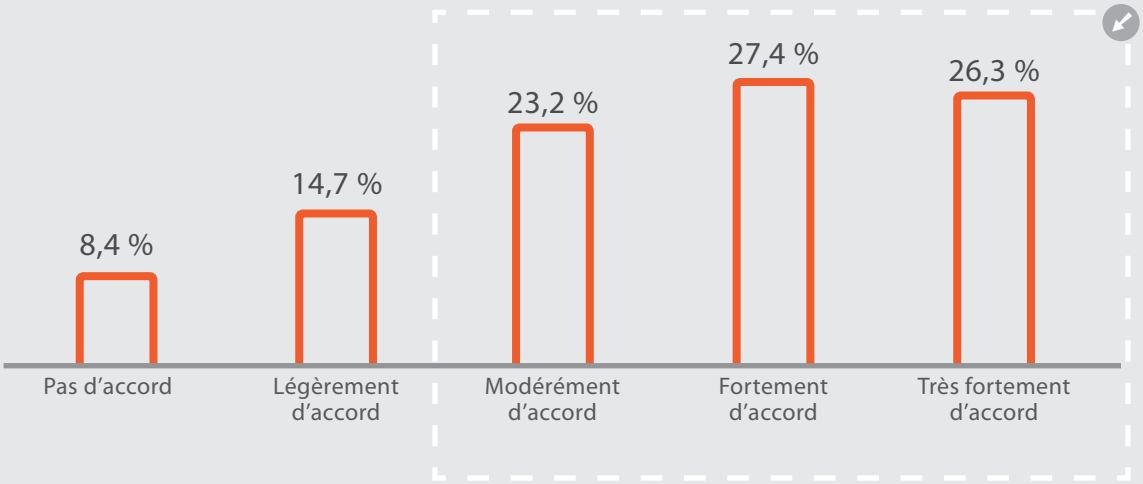


LES POSTES SUR FACEBOOK SUR LES NOUVELLES RELIÉES AU CORONAVIRUS



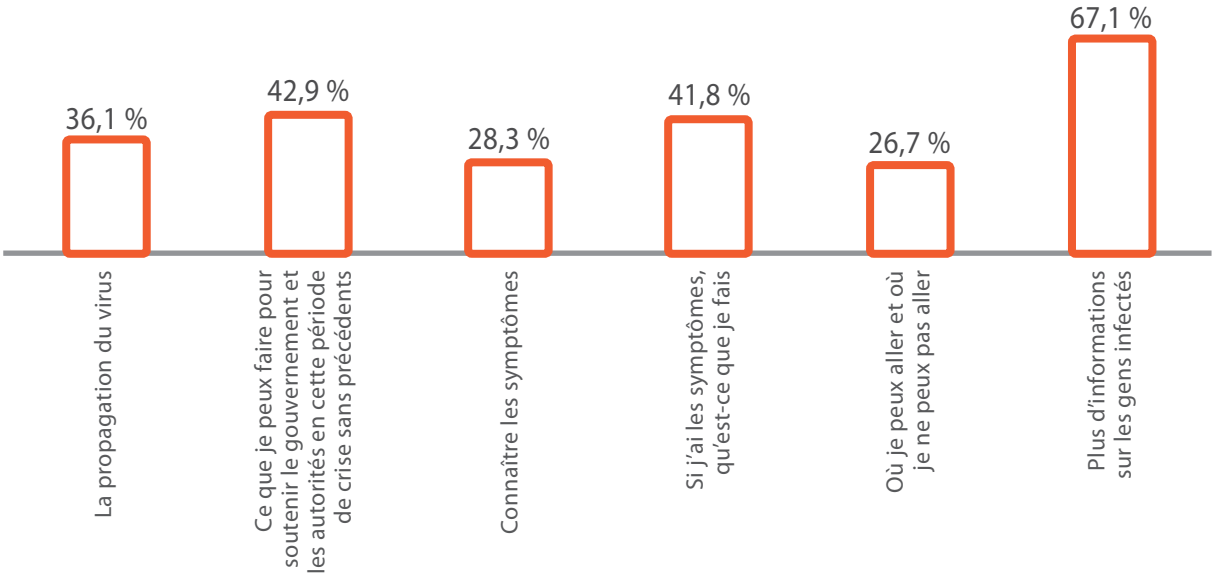
Avec le nombre de fake news en circulation depuis le confinement, la population demeure sceptique quant à l'authenticité des informations circulées sur les médias sociaux, en particulier Facebook.

LA COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT SUR LE COVID-19 RELAYÉE À LA POPULATION



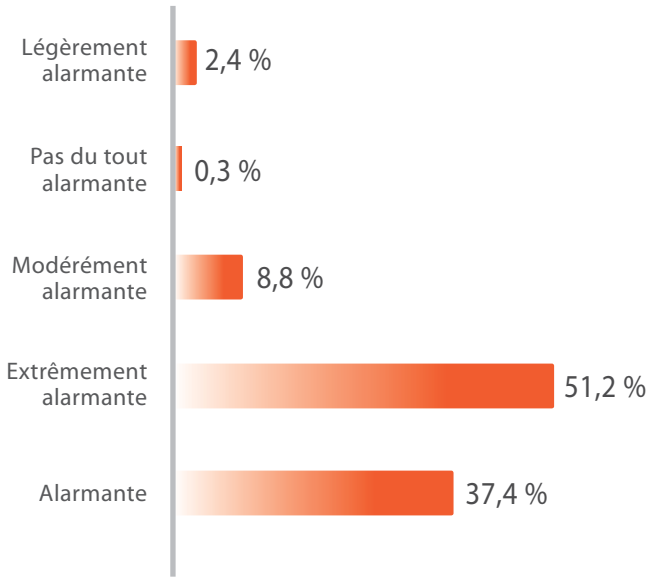
Environ 77 % de la population est modérément d'accord à très fortement d'accord avec la communication du gouvernement sur le Covid-19.

LES INFORMATIONS DONT LES GENS ONT BESOIN POUR SE PROTÉGER EUX-MÊMES ET LEURS FAMILLES

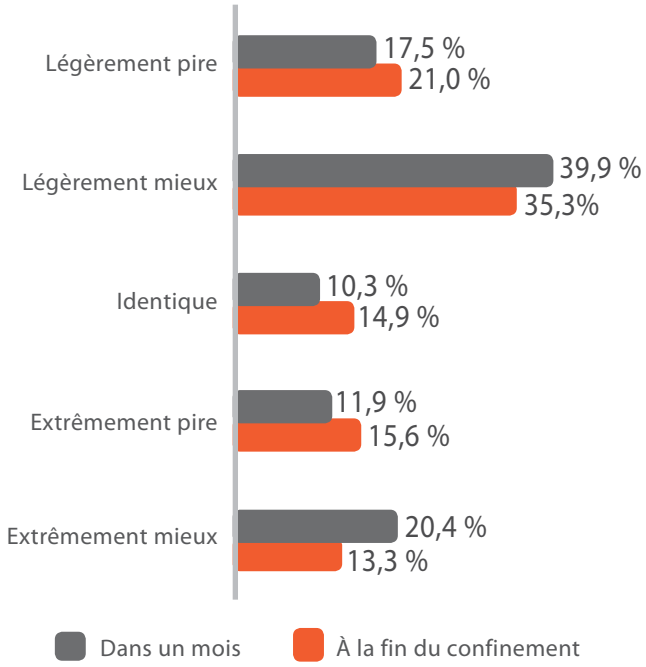


Les Mauriciens recherchent d'abord à savoir qui sont les gens infectés. Ensuite, ils veulent savoir ce qu'ils peuvent faire pour soutenir le gouvernement et les autorités en cette période de crise. Les études de cas et les faits divers reliés aux personnes infectées peuvent avoir un impact sur l'engagement de la population à suivre les consignes sur le confinement. Par ailleurs, 90 % de la population pense que la situation est alarmante, voire extrêmement alarmante.

LA SITUATION ACTUELLE



LES ATTENTES PAR RAPPORT À LA SITUATION DANS LE PAYS



L'optimisme reste de mise

Il y a un certain optimisme parmi la population que la situation va s'améliorer (60,3 %) après un mois. Ils sont 48,5 % à penser que la situation sera meilleure après la période de confinement. Alors que l'impact de cette crise est difficile à prédire, il est fort probable que le comportement de la population et ses efforts pour suivre les directives guideront le futur du pays. À travers le monde, beaucoup d'observateurs brossent des scénarios sur les formes possibles du choc de la pandémie : V, U ou L. Une forme en V signifie que le choc sera profond. Alors qu'un graphique en U implique une forte baisse suivie d'une nouvelle trajectoire de croissance. Reste à savoir dans quel scénario se retrouvera l'économie mauricienne. Tout dépendra de l'évolution du virus dans les semaines à venir, de l'impact du plan de soutien et du comportement de la population.

Par ailleurs, dans le cadre de cette étude, les sondés sont unanimes à dire que pour combattre le Covid-19, il est essentiel de suivre la consigne suivante :

STAY HOME.

Business MAGAZINE

Même si l'économie est quasiment à l'arrêt, Business Magazine ne cesse pas d'informer le monde des affaires. À défaut de pouvoir retrouver votre hebdomadaire des affaires dans les kiosques, retrouvez-le à travers kiosk :
https://kiosk.lasentinelle.mu/presse/business-mag/
et sur les réseaux sociaux.

laSentinelle MAGAZINES

«L'AFD et la Banque mondiale se sont engagées à soutenir Maurice en ces temps difficiles et réfléchissent au type et à l'ampleur potentiels du soutien financier et technique»

André POUILLÈS-DUPLAIX

(directeur des agences régionales de l'AFD pour Maurice et les Seychelles)

MERCREDI 25 MARS

LA SOLIDARITÉ POUR S'EN SORTIR

Avec le nombre de cas positifs en augmentation et deux décès, le gouvernement a mis en place, mardi soir, un confinement total avec la fermeture des grandes surfaces, des boutiques ainsi que des boulangeries. Une décision qui n'a pas fait l'unanimité.

L'ÉPIDÉMIE DE coronavirus est la cause de souffrances humaines considérables et de perturbations économiques majeures. Les autorités prennent des mesures efficaces, en mobilisant des moyens conséquents, pour prévenir l'infection et la contagion, pour la mitiger et mettre en œuvre des politiques ciblées pour soutenir les systèmes et les personnels de santé, et préserver les revenus des groupes sociaux et des entreprises pendant l'épidémie.

Effectivement, comme l'affirme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), des politiques macroéconomiques de soutien à l'activité peuvent favoriser le rétablissement de la confiance et le redressement de la demande lorsque l'épidémie s'apaisera, mais elles ne peuvent compenser les perturbations immédiates résultant des fermetures forcées d'entreprises et des restrictions aux déplacements.

Après le *COVID-19 Wage Assistance*, la B*ank of Mauritius Special Relief Programme*, l'*Equity Participation Scheme*, l'*Investment Support Programme Limited* ou encore le *Special Foreign Currency (USD) Line of Credit*, le gouvernement a mis en place le fonds de solidarité COVID-19 pour fournir un soutien à la population et à la communauté en général qui sont touchées par la pandémie de COVID-19. À cet égard, le gouvernement invite le secteur privé et le grand public à contribuer à ce fonds par le biais des comptes bancaires ouverts à la Mauritius Commercial Bank, la State Bank of Mauritius, l'Absa Bank (Mauritius) et la MauBank.

Les parlementaires ainsi que le président de la République contribueront 10 % de leurs salaires pendant une période d'une année à ce fonds. Depuis le début du confinement, le président de

la République s'est adressé à la nation pour la première fois le mercredi 25 mars. De son côté, le commissaire de police, Mario Nobin, a réagi lors d'une conférence de presse par rapport aux nombreuses vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux dénonçant les brutalités policières.

Les parlementaires ainsi que le président de la République contribueront

10 %

de leurs salaires pendant une année dans le fonds de solidarité COVID-19

35 000 PACKS ALIMENTAIRES AUX PLUS DÉMUNIS

Lors de la conférence de presse du National Communication Committee, le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a annoncé une distribution de produits alimentaires de base. Cela concerne 35 000 packs destinés à ceux dont le nom figure dans le registre social, à ceux bénéficiant d'une *Carer's allowance*, aux personnes se trouvant dans les maisons de retraite ainsi qu'aux personnes handicapées. La population, elle, pourra s'approvisionner en produits de première nécessité à travers cinq sites d'achat en ligne.

IL FAUT FAIRE EN SORTE QUE LES ENTREPRISES PUISSENT RESTER À FLOT DURANT CE FORT RALENTISSEMENT...

De son côté, le monde des affaires reste très préoccupé par la situation actuelle. Sur Enlighten.mu, Hector Espitalier-Noël, CEO d'ENL, fait ressortir que la situation est inédite et demande la collaboration sans réserve de tous les Mauriciens. «*Le confinement auquel nous sommes assujettis est La Solution qui s'impose pour limiter l'ampleur de la catastrophe sanitaire qui s'installe, car il permettra d'aplatir la courbe ascendante de la propagation du virus. J'encourage vivement les équipes à utiliser tous les moyens technologiques à leur disposition pour rester en contact et pour continuer à travailler à distance. Le groupe, et le pays, a plus que jamais besoin de l'engagement continu de chacun d'entre nous pour traverser cette crise qui nous frappe maintenant de plein fouet. Le temps est plus que jamais à la mobilisation – pour vaincre le coronavirus d'abord et pour se préparer à repartir de plus belle lorsque la crise sera passée. Nous gagnerons plus facilement si nous y allons ensemble avec discipline, solidarité et engagement.*»

Gilbert Espitalier-Noël annonce, lui, que l'équipe de direction de Beachcomber a convenu d'une réduction de salaires. Celui-ci souligne qu'en ces temps difficiles où l'industrie touristique locale est directement touchée par cette pandémie mondiale, l'équipe de direction de toutes les business units de Beachcomber a consenti une réduction de salaires volontaire (jusqu'à 50 % pour certains) pour les mois d'avril, de mai et de juin 2020. Cette initiative constitue une nouvelle étape dans la poursuite de la réduction des coûts et prépare le Groupe à faire face à la baisse drastique des revenus à venir.

20 334 DÉCÈS DONT 13 581 EN EUROPE

Au niveau international, à mercredi 25 mars, on recensait au total 20 334 décès dont une nette majorité en Europe avec 13 581 morts. Avec 7 503 morts, l'Italie est le pays le plus touché devant l'Espagne (3 434) et la Chine (3 281), foyer initial de la pandémie.

Trois milliards de dollars pour soulager les économies africaines

La Banque africaine de développement a levé 3 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux à travers un emprunt obligataire social, destiné à atténuer les effets de la pandémie de Covid-19 sur la vie des populations africaines et les économies du continent. Cette émission obligataire sociale «*Combattre le COVID-19*» a remporté un vif succès auprès d'investisseurs de premier plan, y compris les investisseurs socialement responsables. Elle a ainsi bénéficié d'un carnet d'ordres de très grande qualité de plus de 4,6 milliards de dollars. «*Combattre le COVID-19*» est aujourd'hui le plus gros emprunt social en dollars américains ayant jamais été placé par un émetteur sur les marchés financiers internationaux. Il représente aussi le plus gros emprunt global de référence jamais émis par la Banque africaine de développement. L'émission porte un coupon de 0,75 %, et une échéance de trois ans.

Par ailleurs, les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le plan humain vont bien au-delà de la réponse déterminante à apporter sur le plan médical. C'est notre avenir dans sa globalité qui est aussi en jeu, aux niveaux économique, social et en matière de développement. Notre réponse doit être urgente, coordonnée et à l'échelle mondiale et nous devons venir en aide immédiatement à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Guy Ryder, directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), souligne que quel que soit le lieu de travail, quelle que soit l'entreprise, que ce soit au niveau de l'économie nationale ou internationale, toute action efficace doit être fondée sur le dialogue social entre les gouvernements et ceux qui sont en première ligne : les employeurs et les travailleurs. Cela afin que les années 2020 ne ressemblent pas aux années 1930. Ainsi, l'OIT estime que jusqu'à 25 millions de personnes pourraient se retrouver au chômage et prévoit une baisse du revenu des travailleurs allant jusqu'à 3 400 milliards de dollars. Cependant, il apparaît déjà clairement que ces chiffres sous-estiment la force de l'impact.

«*Cette pandémie met en évidence de manière impitoyable les failles profondes au sein du marché du travail. Les entreprises de toutes tailles ont déjà cessé de produire, en réduisant les horaires de travail et en licenciant du personnel. Beaucoup d'entre elles vacillent et menacent de s'effondrer au fur et à mesure que les magasins et les restaurants ferment leurs portes, que les vols et les réservations d'hôtels sont annulés et que les entreprises passent au télétravail. Souvent, les premiers à perdre leur emploi sont ceux dont le travail était déjà précaire comme les vendeurs, les serveurs, le personnel de cuisine, les bagagistes et les employés des services de nettoyage*», laisse entendre Guy Ryder.

25 millions
DE PERSONNES POURRAIENT SE RETROUVER AU CHÔMAGE SELON L'OIT

Il ajoute que des politiques fiscales et monétaires expansionnistes sans précédent sont essentielles afin d'empêcher le ralentissement à grande vitesse actuel de se transformer en une longue récession. Ainsi, nous devons absolument nous assurer que les gens disposent de suffisamment d'argent pour finir la semaine, ainsi que celle d'après. Il faut donc faire en sorte que les entreprises, source de revenus pour des millions de personnes, puissent rester à flot durant ce fort ralentissement afin d'être en mesure de redémarrer dès que les conditions le permettront. Nous aurons particulièrement besoin de mesures ciblées pour les travailleurs les plus vulnérables, notamment les travailleurs indépendants, ceux à mi-temps ou en intérim qui pourraient ne pas pouvoir bénéficier d'allocations chômage ou d'une couverture sociale, et qu'il est donc plus difficile d'atteindre.

«*De nombreux pays ont déjà mis en place des mesures de relance sans précédent afin de protéger leur population et leur économie. Afin d'optimiser l'efficacité de ces mesures, il est essentiel que les gouvernements travaillent avec les organisations d'employeurs ainsi qu'avec les syndicats dans le but de trouver des solutions pratiques pour assurer la sécurité des personnes et la protection des emplois. Ces mesures comprennent des aides aux revenus, des subventions salariales et des indemnités temporaires en cas de licenciement pour ceux qui occupent un emploi formel, des crédits d'impôts pour les travailleurs indépendants et un soutien financier pour les entreprises*», déclare Guy Ryder.

Eve FIDÈLE

LE PÉTROLE EN DESSOUS DE 25 DOLLARS LE BARIL

Alors que les effets à court terme du Covid-19 sur les économies mondiales se font déjà sentir et mettent des millions de personnes dans une situation précaire, ses effets à long terme restent encore inconnus. En Afrique subsaharienne, l'impact se fera encore plus sentir car la pandémie est combinée à un effondrement historique des prix du pétrole, exerçant une pression sur les budgets des États et testant la résilience des sociétés énergétiques les plus puissantes du continent. L'effet immédiat du Covid-19 pour le secteur des hydrocarbures a été d'abord senti sur la demande de pétrole brut et sur ses prix. La plupart des analystes et des opérateurs conviennent maintenant que 2020 pourrait voir une croissance négative de la demande de pétrole dans le monde, alors que les industries ferment et que les pays du monde entier se confinent. L'effet sur les prix a été dévastateur : ils ont atteint leur plus bas niveau depuis 1991 et se situent actuellement en dessous de 25 dollars le baril.

JEUDI 26 MARS

L'E-COMMERCE À LA RESCOUSSE D'UN PAYS À L'ARRÊT

Alors que la propagation de la pandémie s'accélère à Maurice et dans le monde, en ce septième jour de confinement, la priorité était d'assurer la sécurité alimentaire. Au niveau de l'OCDE, l'on concède que l'impact sur l'économie mondiale sera sans précédent.

IL FAUT RESTREINDRE coûte que coûte la prolifération du Covid-19. Le monde est désormais en guerre. L'économie mondiale est pratiquement à l'arrêt. Plus de 3 milliards de personnes sont confinées. La plupart des chefs d'État – hormis peut-être le président du Brésil, Jair Bolsonaro, qui a surpris plus d'un en qualifiant le Covid-19 de simple grippe – ont compris que ce n'est qu'une fois qu'on aura vaincu cet ennemi invisible qu'on pourra envisager la reconstruction.

À Maurice, en dépit de la décision d'imposer le couvre-feu total, telle une pieuvre, la pandémie étend ses tentacules. Face à la presse en fin d'après-midi, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, a rappelé que même si certains médicaments ont montré une certaine efficacité, à ce jour, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) n'a pas encore certifié qu'il y a un remède au coronavirus. Et le bilan s'alourdit de jour en jour et ce, de manière accélérée. Ainsi, de mercredi à jeudi, le nombre d'infections est passé de 48 à 81. Autant dire que la progression a été rapide. C'est l'exercice assidu de recherche de contact (*contact tracing*) mené par les professionnels de santé sur le terrain qui a permis de détecter un grand nombre de gens infectés au virus. «*Sans le décret du couvre-feu et l'exercice de 'contact tracing', l'évolution de la maladie aurait été exponentielle, à un rythme qu'on n'aurait pas pu contrôler. Il est temps que la population prenne la pleine mesure de l'ampleur de la gravité de la situation. Ceux qui font montre d'un comportement irresponsable, je leur demande de se ressaisir. Il faut suivre les consignes et stopper la chaîne de contamination*», a-t-il insisté.

De son côté, le ministre de la Santé, le Dr Kailesh Jagutpal, a précisé que 120 tests sont effectués chaque jour. Et les résultats sont connus en l'espace de six heures. Au total, le gouvernement a réceptionné 30 000 nouveaux tests durant la semaine écoulée. Ce qui devrait permettre aux services de santé mobilisés contre le coronavirus de tourner à plein régime. En cette période de confinement total où les magasins d'alimentation ainsi que les boulangeries sont fermés, il fallait surtout rassurer la population par rapport à sa sécurité d'approvisionnement. Concernant l'approvisionnement des couches les plus vulnérables, l'exercice a été perturbé du fait que les 465 officiers de la Sécu mobilisés pour s'occuper de la distribution des vivres aux 35 000 familles se trouvant sur le registre social rechignent à faire le déplacement car on ne leur a pas fourni de masques. De plus, ils disent craindre pour leur sécurité sur le terrain.

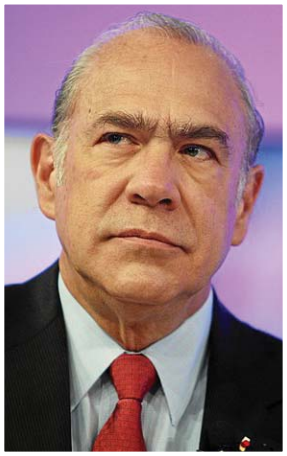
Le nombre d'infections au coronavirus passe en un jour

de 48 à 81

PLUS DE 3 MILLIARDS DE PERSONNES CONFINÉES DANS LE MONDE

COLLABORATION PUBLIC-PRIVÉ

Pour le grand public, le ministre du Commerce, Yogida Sawmynaden, a annoncé dans l'après-midi la mise en place d'une plateforme de commerce en ligne devant permettre à la population de s'approvisionner en vivres en cette période où la mobilité est réduite au minimum. La création de cette plateforme est le fruit d'une collaboration étroite entre le gouvernement et la Chambre de Commerce et d'Industrie. Au-delà des considérations commerciales, dans un élan de solidarité, les opérateurs dans le domaine de la distribution ont uni leurs forces pour opérer un service d'approvisionnement à l'échelle nationale. La prise de commandes est centralisée au niveau de cinq sites d'e-commerce : dreamprice.mu, ordermanzer.mu, priceguru.mu, theshop.mu et shopwise.mu.



Les défaillances du système de santé mises à nu

Si la crise de 2008 avait mis au jour les défaillances du système financier mondial et la nécessité d'adopter des pratiques plus transparentes, pour éviter qu'on ne soit submergé par les actifs toxiques, la pandémie du Covid-19 révèle, pour sa part, à quel point le système de santé est vulnérable. Le secrétaire général de l'OCDE dresse un constat sans équivoque. «*La crise du coronavirus a mis en pleine lumière les faiblesses de nos systèmes de santé, depuis l'insuffisance du nombre de lits en soins intensifs et des effectifs de santé, jusqu'à l'incapacité de fournir des masques en nombre suffisant et de réaliser des tests dans certains pays, en passant par les défaillances observées sur le plan de la recherche et de la fourniture de médicaments et de vaccins. Au-delà de la réponse immédiate en termes de politiques de santé, le monde doit prendre des mesures énergiques et ambitieuses pour atténuer le ralentissement de l'activité économique et protéger les plus vulnérables*», soutient-il.

Au total, 200 véhicules sont mobilisés pour cette opération d'envergure. Le service postal se mettra à contribution et aidera les convoyeurs à s'orienter afin d'assurer la rapidité du service. Concernant les modes de paiement, c'est essentiellement par carte de débit ou de crédit. Les consommateurs peuvent aussi régler leurs factures via Juice ou My.T Money. «*Nous ne sommes pas dans une période normale. Nous devons nous adapter. Je remercie la Chambre de Commerce et les entreprises de distribution. À la population, je demande de faire preuve de patience à l'égard des livreurs*», a-t-il déclaré. Concernant l'éventualité de mettre en place un système d'approvisionnement de pains à domicile, Yogida Sawmynaden a soutenu que le ministère du Commerce est en contact avec l'Association des boulangeries et que toutes les opportunités sont considérées.

500 000 PERSONNES INFECTÉES MONDIALEMENT

Dans le monde, la prolifération du coronavirus gagne du terrain avec plus d'un demi-million de personnes infectées. Si les mesures de contrôle sanitaire en Chine donnent des résultats concrets, avec à peine une soixantaine de cas recensés en une journée, l'Europe et les États-Unis sont lourdement impactés. Aux States, la pandémie échappe à tout contrôle. Avec plus de 85 000 cas recensés, ils détiennent déjà le triste record du plus grand nombre de cas de la maladie. Après s'être déplacé de la Chine vers le Vieux continent, l'épicentre est aujourd'hui clairement aux États-Unis. Pour lutter contre la pandémie, le Sénat a annoncé le vote d'une enveloppe colossale de 2 000 milliards de dollars. C'est New York, la capitale économique, qui est le plus touché, avec pas moins de 284 morts sur les 1 200 déclarés. Autre foyer d'infection: la Louisiane. Selon les experts, c'est le carnaval du Mardi Gras, le 25 février dernier, qui aura été le déclencheur de la propagation. Au cœur du tourbillon, le président Trump reste stoïque. Lors de la conférence de presse quotidienne de la Maison-Blanche, il a intimé aux Américains de ne pas céder à la panique et de rester confinés chez eux.

HÉCATOMBE EN ITALIE ET EN ESPAGNE

Pour revenir à l'Europe, après l'Italie, où c'est l'hécatombe avec 683 décès enregistrés en 24 heures – ce qui constitue une légère amélioration –, c'est l'Espagne qui suscite le plus d'inquiétude. Après le mercredi noir du 25 mars, quand on y a recensé 738 morts avec une concentration du foyer de l'épidémie à Madrid, c'est l'alerte maximale. Face à cette détresse mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'aligne désormais sur la même posture que le Fonds monétaire international (FMI) pour dire que la crise du Covid-19 aura un impact économique sans précédent.

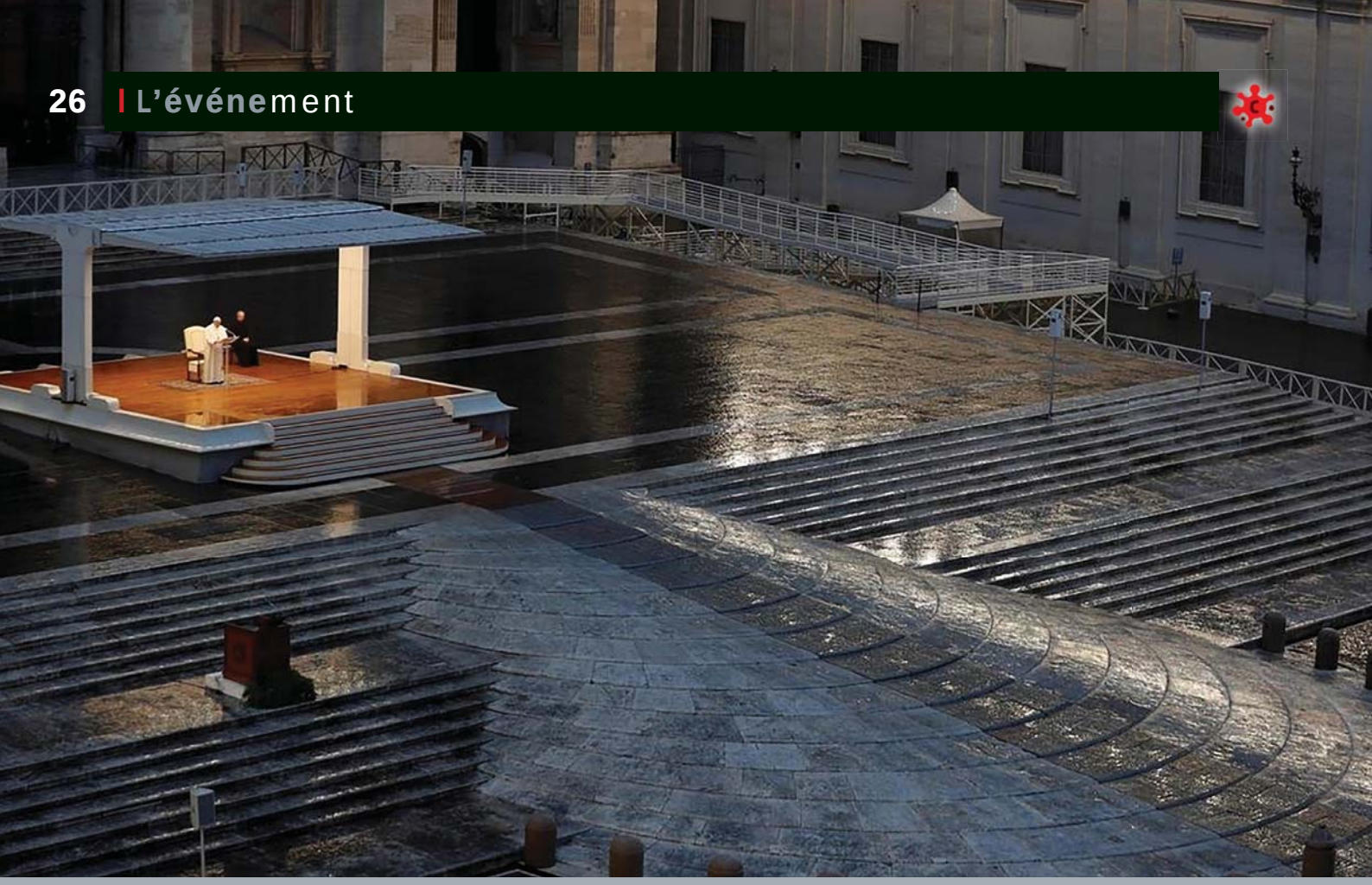
Reconnaissant que le Covid-19 aura un impact bien supérieur à ce que prévoyaient les *Perspectives économiques intermédiaires* de l'OCDE, le 2 mars dernier, son secrétaire général, Ángel Gurría, souligne que «*cette pandémie amène la troisième et plus grave crise économique, financière et sociale du XXIe siècle, après les attentats du 11 septembre 2001 et la crise financière mondiale de 2008. Le choc est double : il se concrétise par un arrêt de la production dans les pays touchés, qui porte un coup aux chaînes d'approvisionnement dans le monde entier, et par une chute brutale de la consommation s'accompagnant d'un effondrement de la confiance. Les mesures strictes appliquées à travers le monde, bien qu'essentielles pour maîtriser la propagation du virus, plongent nos économies dans une paralysie sans précédent et dont elles ne sortiront pas simplement ou automatiquement*». Et d'ajouter qu'il est de plus en plus probable que nous allons assister à des replis successifs du PIB mondial – ou des PIB régionaux – au cours du trimestre actuel de 2020 et des suivants.

Richard LE BON

ESPAGNE : 87 % DES VICTIMES ÂGÉES DE PLUS DE 70 ANS

En Espagne, malgré le confinement quasi total décrété le 14 mars, la situation est chaotique. Les autorités soulignent toutefois qu'il y a un ralentissement de l'augmentation du nombre de décès, de 19 % jeudi contre 27 % mercredi quand avait été enregistrée une progression record de 738 morts en 24 heures. «*Près de 87 % des victimes ont plus de 70 ans*», indique le directeur du centre d'urgences sanitaires, Fernando Simón. La moitié des morts sont intervenues dans la région de Madrid.

(Source : La Croix)



VENDREDI 27 MARS

L'ENTRAIDE EN RÉPONSE À LA PRÉCARITÉ DES MÉNAGES

Le message du Pape François, ce vendredi 27 mars, a lourdement résonné dans le contexte mauricien, le pays découvrant en ce 8e jour de confinement l'étendue de la précarité affectant les ménages vulnérables. Comme le pressentait le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, lors de la présentation du plan de soutien aux entreprises, le 13 mars, c'est dans les années 80 qu'il faudrait remonter pour retrouver de telles situations de crise dans les ménages.

LA FERMETURE des supermarchés jusqu'au 1er avril, annoncée à 20 h la veille de ce vendredi 27 mars et appliquée dès ce jour aura pris nombre de Mauriciens de court et les aura plongés dans un climat de panique. À cela s'est ajouté le dysfonctionnement du commerce en ligne. Non adaptés pour accommoder un nombre élevé de connexions simultanées, les sites pris d'assaut par les consommateurs ont failli à répondre aux attentes de cette nouvelle clientèle inquiète pour son alimentation future. Les Mauriciens se sont ainsi réveillés avec une succession d'appels à l'aide de familles pour combler des besoins essentiels. Couches et lait pour les bébés, nourriture de base pour les plus démunis… Entre impératif de confinement et impératif éthique de se montrer solidaires, entreprises, ONG, autorités et particuliers ont commencé à coordonner leurs efforts, avec la force policière comme pivot, pour multiplier les actions de solidarité.

Cette situation a, à nouveau, remis sur le tapis la question de l'aide de l'État aux entreprises. À l'urgence de la situation, une confusion sur la terminologie alimente la confusion et les peurs, notamment pour l'autoentrepreneur. Pour nombre d'entre eux, l'activité principale était liée à l'industrie touristique

qui s'est totalement effondrée avec les interdictions de vols et des arrivées de bateaux de croisière.

Il faut savoir que, par définition populaire, les autoentrepreneurs s'assimilent au secteur informel. Comme en témoignent nombre d'entre eux sur les réseaux sociaux, le secteur formel indiquerait pour eux le secteur public, voire les grandes, petites et moyennes entreprises. Or, d'une part, la MRA reconnaît clairement comme PME les personnes qui travaillent seules, enregistrées sous la catégorie 'Individual' ou 'Self-employed'. Et, d'autre part, le ministre Padayachy avait indiqué que le plan de soutien concernait l'ensemble des entreprises dûment enregistrées auprès des autorités. Pour le Grand Argentier, la ligne de démarcation entre 'formel' et 'informel' se situe au niveau du permis d'opérer, non pas la taille de l'entreprise.

LA FERMETURE DES SUPERMARCHÉS ET LE DYSFONCTIONNEMENT DU COMMERCE EN LIGNE ONT ACCENTUÉ L'INQUIÉTUDE POUR AVOIR DE QUOI MANGER

INQUIÉTUDE DES AUTOENTREPRENEURS

Paradoxalement, l'annonce du *Government Wage Assistance Scheme* (GWAS) n'a fait qu'accentuer la frustration des 'self-employed'. L'enveloppe à hauteur de Rs 2,6 milliards permet aux autoentrepreneurs qui ont des employés de leur faire bénéficier de mesures d'aide. Mais aucun versement n'est prévu pour leurs propres salaires. Ainsi, une vague d'inquiétude s'abat sur ces microentreprises et très petites entreprises.

Pourtant, le plan de soutien gouvernemental, à hauteur de Rs 9 milliards pour soutenir les entreprises, comporte bien un volet pour l'aide aux entreprises de Rs 2,7 milliards gérée conjointement par la SIC, le SME Fund et la DBM. Dedans, la DBM gère un *Revolving Credit Fund*. C'est une facilité de crédit rotatif de Rs 200 millions pour soulager les problèmes de trésorerie des entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas Rs 10 millions disponible jusqu'au 31 décembre 2020 et exonérée d'intérêts si les remboursements sont effectués dans un délai de neuf mois. Cependant, les autoentrepreneurs ont l'impression de se retrouver seuls avec leurs difficultés financières. Pour certains, le processus d'appel à la DBM s'annonce long et fastidieux, sans garantie de pouvoir retrouver des revenus suffisants en neuf mois pour pouvoir rembourser le capital emprunté. Des appels pour un *fast-track* permettant aux autoentrepreneurs de bénéficier de moyens financiers fleurissent sur les différentes plateformes d'opinion.

L'économiste Manisha Dookhony observe qu'il y a une frange de personnes, dites du secteur informel, qui ont des emplois ponctuels, voire saisonniers qui ne durent pas suffisamment longtemps pour nécessiter un enregistrement auprès des autorités. Il s'agit, note-t-elle, souvent de petits boulots afin d'avoir de quoi se nourrir au jour le jour. Les statistiques manquent pour bien cerner cette frange qui est souvent constituée de personnes n'ayant pas un niveau d'éducation élevé, et qui sont à plus grands risques de grande précarité car elles ne peuvent pas faire appel à des prêts bancaires et à d'autres modes de financement.

LE PAPE DÉNONCE UN MONDE MALADE

Seul sur le parvis de la Basilique Saint-Pierre, c'est un message spirituel de confiance mais aussi une analyse sans faux-semblant des travers de l'économie mondiale que le Pape a délivré ce vendredi 27 mars. Suivi attentivement à Maurice comme à travers le monde, c'est avec fermeté que le Pape François a martelé : «*Nous avons continué notre route, imperturbables, en pensant rester toujours sains dans un monde malade*».

C'est au crépuscule, à 18 h (heure de Rome), que le Pape François s'est avancé pour livrer un message d'espoir aux chrétiens dans une Europe particulièrement meurtrie et paralysée par la pandémie du coronavirus. L'image solitaire du Saint-Père dans le cadre grandiose mais douloureusement dépeuplé du parvis de la Basilique de Saint-Pierre de Rome aura profondément marqué les esprits, reflet historique d'une civilisation mondiale au seuil de la récession malgré la sophistication de ses marchés. Le Pape l'a souligné : «*D'épaisses ténèbres couvrent nos places, nos routes et nos villes ; elles se sont emparées de nos vies en remplissant tout d'un silence assourdissant et d'un vide désolant, qui paralyse tout sur son passage*».

C'est pourquoi, dans une Italie qui enterre ses morts par convois militaires entiers, sans funérailles aucunes, le Saint-Père a lancé une véritable semonce à l'égard des décideurs économiques des quatre coins du monde. Cela, afin qu'ils adoptent une approche authentique et durable. Ce dernier a notamment dénoncé les illusions d'un monde «*avide de gains*».

Le Pape François, qui sillonne le monde, notamment les pays pauvres et en voie de développement – il a récemment visite notre île –, a fustigé les travers de cette course éperdue aux profits. Utilisant l'image de la tempête sur le lac pour évoquer la pandémie qui contraint les pays au confinement, le Pape François a poursuivi : «*La tempête démasque notre vulnérabilité et révèle ces sécurités, fausses et superflues, avec lesquelles nous avons construit nos agendas, nos projets, nos habitudes et priorités*». Dans le silence de plomb enveloppant le parvis de la Basilique, le chantre des pauvres a déploré: «*Nous ne nous sommes pas réveillés face à des guerres et à des injustices planétaires, nous n'avons pas écouté le cri des pauvres et de notre planète gravement malade. Nous avons continué notre route, imperturbables, en pensant rester toujours sains dans un monde malade*».

Au monde, Maurice compris, il a notamment fait un appel à la juste valorisation des métiers. Le Pape François a rappelé la nécessaire interdépendance des corps de métiers qui font tourner l'économie, rendant hommage aux différentes catégories de personnel livrant bataille avec la maladie. «*Nos vies sont tissées et soutenues par des personnes ordinaires, souvent oubliées, qui ne font pas la une des journaux et des revues qui n'apparaissent pas dans les grands défilés du dernier show mais qui, sans aucun doute, sont en train d'écrire aujourd'hui les évènements décisifs de notre histoire : médecins, infirmiers et infirmières, employés de supermarchés, agents d'entretien, fournisseurs de soins à domicile, transporteurs, forces de l'ordre, volontaires, prêtres, religieuses et tant d'autres qui ont compris que personne ne se sauve tout seul*», a rappelé le Pape François.

Selon les analystes économiques, il est fort probable que l'ère post-Covid-19 apporte de profondes transformations tant financières que statutaires à l'ensemble des emplois en premier plan. Ainsi, en France, Emmanuel Macron a déjà annoncé une enveloppe plus conséquente pour le segment hospitalier. Et au Royaume-Uni, Boris Johnson, qui a été diagnostiqué positif au Covid-19, en tirera très probablement les conséquences dans le cadre des décrets entourant le Brexit.

La crise obligera-t-elle les autorités tant locales qu'internationales à faire des aménagements pour pouvoir rassurer et accompagner ceux qui sont réellement en train de basculer dans la grande précarité ? Les demandes fusent et chaque jour de confinement accentue le niveau de stress des autoentrepreneurs fragiles et de la masse de petits travailleurs du dimanche.

Roma BRIJMOHUN

FMI. PRIORISER LE SOUTIEN AUX MÉNAGES ET ENTREPRISES VULNÉRABLES

Le FMI s'active pour soutenir les économies. Ainsi, suite à une téléconférence du comité monétaire et financier international, le président du comité, Lesetja Kganyago, ainsi que la directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, ont publié une déclaration conjointe: «*Notre objectif commun est de faire en sorte que la riposte du FMI à la crise soit encore plus efficace pour aider les pays membres à se redresser plus rapidement et plus vigoureusement*», ont-ils affirmé.

Lesetja Kganyago

Kristalina Georgieva

Lesetja Kganyago et Kristalina Georgieva reconnaissent que «*les pays émergents et les pays en développement, en particulier les pays à faible revenu, seront durement touchés par une combinaison de crise sanitaire, de retournement brutal des flux de capitaux et, pour certains, de forte baisse des prix des produits de base*». Ils ont indiqué aux États membres qu'il doit être prioritaire d'accorder une aide budgétaire ciblée aux ménages et aux entreprises vulnérables afin d'accélérer et d'affermir la reprise en 2021.

IL EST FORT PROBABLE QUE L'ÈRE POST-COVID-19 APPORTE DE PROFONDES TRANSFORMATIONS TANT FINANCIÈRES QUE STATUTAIRES À L'ENSEMBLE DES EMPLOIS

WEEK-END DES 28-29 MARS

LE COVID-19 FAIT UNE TROISIÈME VICTIME

Bien que l'île ne soit pas encore au pic de la vague de la pandémie, le coronavirus a touché à dimanche soir 110 personnes à Maurice – 1 750 personnes ont été placées en quarantaine à travers l'île – avec un troisième décès à déplorer depuis le premier cas mis au jour le mercredi 18 mars.

LA NOUVELLE EST TOMBÉE tard dans la nuit de dimanche : une troisième victime a succombé au Covid-19 à Maurice. Il s'agit d'un homme de 76 ans, qui avait été hospitalisé à l'hôpital Jawaharlal Nehru, à Rose-Belle, avant d'être transféré à Souillac. Un décès survenu quelques heures après la conférence de presse quotidienne de 18 heures du comité chargé de la communication sur l'évolution de la pandémie à Maurice.

Zouberr Joomaye, le porte-parole du gouvernement, avait informé que l'île comptait 107 cas positifs au Covid-19, soit cinq de plus que la veille et que l'exercice de «contact tracing» avait permis de dépister plus de la moitié – 58 % - des 107 cas enregistrés à l'heure de la conférence de presse. Interrogé sur le nombre de kits de tests dont disposent les autorités, Zouberr Joomaye a tenu à rassurer la population, précisant que les services de santé disposaient d'un nombre de kits suffisant et que 100 000 kits supplémentaires avaient été commandés. Idem pour les équipements de protection ainsi que les respirateurs. À dimanche, 1 750 personnes se trouvaient dans les centres de quarantaine.

Le député et leader du Parti Mauricien Social Démocrate, Xavier-Luc Duval, a pour sa part déploré le faible nombre de tests de dépistage réalisés jusqu'ici : «*Comme l'a souligné l'OMS, le confinement doit être impérativement accompagné d'un grand effort de dépistage. À Maurice, seuls 120 tests sont effectués par jour car les équipements nous font terriblement défaut. Il nous faut en faire dix fois plus pour être au niveau de l'Allemagne, par exemple. Pour sauver le pays, le gouvernement doit s'assurer que ce nombre soit augmenté d'urgence*». Le chef de file des bleus en a également profité pour remercier le milliardaire Jack Ma, le propriétaire du site de vente Alibaba, «*pour son don très généreux de masques et de matériels médicaux qui sont arrivés à Maurice la semaine dernière*».

«LES RÈGLES DE 'SOCIAL DISTANCING' PAS RESPECTÉES»

Confiné lui aussi chez lui, Navin Ramgoolam n'en est pas moins actif sur les réseaux sociaux. L'ancien Premier ministre est ainsi revenu, dans une vidéo diffusée sur sa page Facebook, sur «*la crise sanitaire sans précédent*» pour décrier l'absence d'un «*plan d'action clair et cohérent*» du gouvernement. «*Nous avons l'impression que ce gouvernement réagit au jour le jour et met la vie de toute la population en danger. Il doit se ressaisir*», a-t-il lancé en substance, face à la caméra. Exigeant davantage de transparence, autant dans les actions que dans la parole du gouvernement, le leader du parti travailliste, aujourd'hui citoyen lambda, dit déplorer la politisation à outrance de la distribution de vivres aux plus vulnérables. «*Ce fonds* (Ndlr : Covid-19 Solidarity Fund) *n'appartient pas au MSM. Il faudrait que les membres de l'opposition puissent siéger sur le comité qui gère ce fonds*», lance Navin Ramgoolam. Et d'exhorter le gouvernement à «*rectifier le tir*».

L'ancien Premier ministre a, par ailleurs, proposé de mettre ses contacts à l'international à la disposition du gouvernement afin d'aider à combattre la pandémie qui a gagné l'île depuis deux semaines. «*J'ai travaillé huit ans en Angleterre et en Irlande. Je connais beaucoup d'experts en maladies infectieuses, en médecine respiratoire. Nous devons mettre notre ego de côté car notre priorité est de sauver la vie des gens. Nous devons agir en tant de nation responsable et être solidaires*», a déclaré Navin Ramgoolam.

Malgré le couvre-feu, les jours se suivent et se ressemblent depuis un peu plus d'une semaine maintenant. Alors que le ballet des camions de livraison, venus ravitailler les Mauriciens en denrées essentielles, se poursuit, des milliers de personnes patientent chaque jour aux abords des stations-service pour acheter des bonbonnes de gaz. Les vidéos de ces files d'attente interminables, où les règles de 'social distancing' ne sont pas toujours respectées, ont vite fait d'attirer l'attention des autorités mais également des Mauriciens en général, qui n'ont pas manqué l'occasion de fustiger une attitude «*irresponsable*».

«À Maurice, seuls

120 tests

sont effectués par jour car les équipements nous font terriblement défaut. Il nous faut en faire dix fois plus».

Xavier-Luc Duval

Ailleurs, cette crise sanitaire a également été l'occasion pour les citoyens de faire preuve de solidarité et de créativité. Ainsi, de nombreuses régions ont fait le choix de regrouper les commandes afin d'assurer une desserte plus rapide et plus sûre de denrées alimentaires mais également de gaz ménager. Des volontaires se sont également mobilisés pour ravitailler les familles dans le besoin et prêter main-forte aux voisins plus vulnérables.

WEEK-END MORBIDE EN ESPAGNE

En Europe, c'est cette fois l'Espagne qui a établi un triste record, celui du nombre de décès – 838 – en seulement 24 heures alors que le pays avait annoncé la veille 832 décès dus à la pandémie. Le nombre total de morts dans les pays était à dimanche soir de 6 528, faisant ainsi de l'Espagne le pays le plus endeuillé, après l'Italie. Au vu de la tendance, les autorités ibériques s'attendent à atteindre le pic de l'épidémie dans les prochains jours. La bonne nouvelle, puisqu'il y en a une, c'est que 14 709 patients ont guéri du coronavirus et se sont remis.

En Italie, l'autre pays européen durement touché par le Covid-19, la barre des 10 000 morts a été franchie. Rien que samedi, 880 patients ont succombé à la maladie. Mais les autorités se veulent rassurantes puisque le nombre de nouvelles contaminations semble accuser une baisse. Ce qui devrait, selon les médecins, permettre de désengorger les hôpitaux et de soulager le personnel médical dans les prochaines semaines. Rappelons que 60 millions d'Italiens sont toujours contraints de rester chez eux 20 jours après le début du confinement.

6 528 DÉCÈS DUS AU CORONAVIRUS EN ESPAGNE

En France, Patrick Devedjian, 75 ans, ancien ministre et président du département des Hauts-de-Seine, est décédé dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mars. Il a été hospitalisé après avoir été diagnostiqué positif au Covid-19. Ce décès intervient après le décès de deux maires, Jacques Lajeanne (82 ans) et François Lantz (74 ans), qui ont également succombé suite à des complications causées par le Covid-19.

À dimanche, 35 575 cas de Covid-19 ont été enregistrés en France, dont 17 620 hospitalisés et 4 273 en réanimation. 2 314 décès, dont 319 durant les dernières 24 heures, y avaient été enregistrés. Une situation sanitaire précaire qui ne semble pas décourager des petits malins, qui n'hésitent pas à profiter de la crise pour se faire un peu d'argent. En effet, deux employés d'un hôpital privé situé dans le Val-de-Marne ont été arrêtés pour avoir volé deux respirateurs et avoir tenté de les revendre sur un site de commerce en ligne.

De l'autre côté de l'Atlantique, le virus gagne du terrain aux États-Unis puisque on était ce week-end à 123 828 cas. Le pays a également enregistré dix décès depuis le début de la pandémie, dont un enfant de moins d'un an. C'est la ville de New York qui est la plus touchée puisqu'elle concentre à elle seule plus de la moitié des cas de contamination. Si la question de la fermeture des frontières de l'État de New York a dans un premier temps été évoquée, l'idée a depuis été abandonnée. Andrew Cuomo, le gouverneur de New York, a estimé qu'une telle décision imposée par Washington équivaudrait à *«une déclaration de guerre contre les États du pays»*. Devant la levée de boucliers, le président américain, Donald Trump, a opté pour la diffusion d'un avis «ferme» décourageant les déplacements entre les États touchés par le Covid-19.

Déterminé à faire repartir l'économie de son pays au plus vite, Donald Trump avait annoncé vouloir venir à bout de la pandémie d'ici la Pâques. Une déclaration qui a fait tiquer plus d'un. *«Vous devez être réaliste, et vous devez comprendre que vous ne dictez pas la chronologie ; c'est le virus qui le fait»*, lui a ainsi répliqué l'immunologiste en chef des États-Unis, Anthony Fauci.

Guillaume GOUGES

L'UNION EUROPÉENNE FRAGILISÉE PAR LA PANDÉMIE

Très durement touchée par la pandémie, l'Italie a décidé de se tourner vers la Chine, le Venezuela et Cuba pour obtenir de l'aide matérielle et humaine. Une position qui, aux dires des observateurs politiques européens, a mis en exergue les failles dans la solidarité qui devrait caractériser l'Union européenne en ces temps difficiles. D'autant que la décision italienne est intervenue peu de temps après la virulente sortie du président serbe, Aleksandar Vucic, qui avait accusé l'UE d'*«avoir abandonné son pays en limitant les exportations de matériel comme les masques, lunettes ou combinaisons»*. La Russie a également prêté main-forte aux autorités du pays en envoyant neuf avions remplis d'équipements médicaux ainsi que huit groupes mobiles de virologues. Face à cette situation, les dirigeants de l'Europe, craignant une fragmentation de la zone euro, ont appelé de leurs vœux une coopération étroite entre les pays de l'Union afin de combattre la pandémie. Du côté des eurosceptiques, le Covid-19 aurait mis en lumière les limites et les faiblesses de l'Union européenne. Nul doute que la bataille politique fera rage sur ce sujet une fois la pandémie vaincue.

LUNDI 30 MARS

PROLONGEMENT DU COUVRE-FEU JUSQU'AU 15 AVRIL

Le coronavirus continue de monopoliser l'attention en ce début de semaine. L'inquiétude s'intensifie à Maurice alors que le nombre de personnes atteintes de la pandémie ne cesse de progresser de jour en jour, pour passer à 128 en ce lundi soir. Ce chiffre est parlant, quand on sait que le pays ne comptait que 110 personnes avec le coronavirus la veille.

LES AUTORITÉS ne cessent de le répéter : la contagion ne s'étend qu'à travers des hommes et des femmes qui se déplacent et qui transmettent alors sans s'en rendre compte le Covid-19 à ceux et celles avec lesquels ils entrent en contact, physique notamment. En conséquence, le chef du gouvernement a décidé de prolonger le couvre-feu sanitaire jusqu'au 15 avril à 20 heures. La décision que de nombreux Mauriciens redoutaient au vu des «*posts*» sur les réseaux sociaux est tombée. Sept ans après l'inondation du 30 mars 2013, qui avait fait onze morts dans les rues de la capitale, Maurice se retrouve dans une situation pour le moins inattendue avec une économie complètement à l'arrêt et une inquiétude grandissante avec la propagation du Covid-19.

C'est donc le Premier ministre, Pravind Jugnauth, qui s'est adressé à la population dans une communication de presse en direct sur la télévision qui s'est achevée de manière inhabituelle. En effet, quelques applaudissements ont suivi la conclusion de Pravind Jugnauth, laissant penser que les mesures prises ont satisfait plus d'un présent, voire ont donné l'impression que le pays est sur la bonne voie pour combattre cet «*adversaire invisible*» auquel faisait référence le Premier ministre dans son allocution.

«*Dans une guerre, nous voyons l'ennemi à combattre devant soi. Mais dans ce combat face au Covid-19, c'est un adversaire invisible. Je demande aux Mauriciens de se montrer à la hauteur du combat. J'invite chaque personne qui ressent les premiers symptômes en rapport au coronavirus de faire appel au ministère de la Santé pour effectuer des tests*», a-t-il lancé en direction des téléspectateurs. D'ailleurs, le Premier ministre s'est dit soulagé de savoir que le test qu'il a passé récemment s'est révélé négatif.

Par ailleurs, dans un message vidéo publié sur sa page Facebook, Paul Bérenger, leader du Mouvement militant mauricien (MMM), demande à ce que tous les élus de même que le personnel de l'Assemblée nationale effectuent le test du Covid-19 avant le 3 avril, date de la reprise de l'Assemblée nationale. Sa vidéo fait suite au troisième décès lié au coronavirus à Maurice.

«JE DEMANDE AUX MAURICIENS DE SE MONTRER À LA HAUTEUR DU COMBAT CONTRE CET ADVERSAIRE INVISIBLE».
Pravind Jugnauth

RÉOUVERTURE DES BOUTIQUES ET SUPERMARCHÉS

L'une des décisions phares du gouvernement est la réouverture des boutiques et supermarchés, le jeudi 2 avril. Le Premier ministre a ainsi pris à défaut les nombreux internautes qui anticipaient un «*poisson d'avril*» concernant une éventuelle réouverture pour mercredi. Ainsi, les Mauriciens pourront, sous des mesures strictes, se rendre dans les supermarchés et boutiques dès le jeudi 2 avril. Quant aux boulangeries, elles resteront fermées mais pourront fournir des pains aux boutiques et supermarchés de leur localité.

3 milliards de personnes confinées sur la planète

Chloroquine et hydroxychloroquine
Feu vert de la FDA aux États-Unis

Les hôpitaux des États-Unis pourront désormais faire usage de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine sur les personnes atteintes du coronavirus. En effet, la *Food and Drug Administration*, l'administration américaine des denrées alimentaires et des médicaments, a donné son approbation pour ces traitements antipaludiques. Il faut dire que Donald Trump, le président des États-Unis, a de grandes espérances quant à cette manière de soigner les patients du Covid-19. L'épidémie pourrait, selon les estimations du docteur Anthony Fauci, conseiller du président américain sur la pandémie, faire «*entre 100 000 et 200 000 morts*» aux States. À ce jour, plus de 139 000 cas ont été répertoriés par l'université Johns Hopkins. Ce chiffre est synonyme de record à travers le monde.

RÉOUVERTURE DES SUPERMARCHÉS ET BOUTIQUES À LA CONDITION DU STRICT RESPECT DES CONSIGNES

Le gouvernement s'assure que la distribution de produits se fasse correctement pour les supermarchés et boutiques, répondant ainsi à l'inquiétude des gérants de ces derniers quant à leur approvisionnement. Le Premier ministre tient toutefois à préciser que si les consignes qui seront présentées le mardi 31 mars ne sont pas respectées, cette décision de réouverture sera revue.

Cela est quelque peu rassurant pour une partie de la population alors que les supermarchés peinaient à répondre efficacement à la demande des consommateurs sur les plateformes en ligne communiquées par la Chambre de Commerce et d'Industrie quelques jours auparavant. Plus tôt dans la matinée, le supermarché Dreamprice avait annoncé la suspension de ses commandes en ligne. La directrice financière du groupe a fait ressortir qu'une centaine de livraisons, soit celles destinées aux plus nécessiteux, seront effectuées sur 3 000 commandes en attente. «*La décision intervient en anticipation de la réouverture des supermarchés. Nos employés s'attelleront de ce fait à alimenter les étagères*», précise-t-elle.

PÉNURIE DE GAZ : LE MINISTRE SAWMYNADEN RASSURE

Plus tôt dans la matinée, Yogida Sawmynaden, ministre du Commerce, a tenu un point de presse au siège social de Total Mauritius, aux côtés de Patricia Buisson-Hays-Narbonne, directrice générale du groupe. L'objectif était que rassurer la population quant à l'approvisionnement de gaz. Le ministre a ainsi demandé aux membres de la population d'agir comme des êtres responsables en cette période de couvre-feu sanitaire. Il les invite ainsi à ne pas se grouper aux abords des stations-service pour l'achat de bonbonnes de gaz. Cela, dans le but de diminuer les risques de contamination liés au coronavirus.

«*Il n'y a pas de pénurie de gaz. Il ne faut pas que les gens achètent plusieurs bonbonnes s'ils n'en ont pas besoin. Il n'y a pas lieu pour eux de faire du stockage. Il n'en manque pas sur le marché local. Nous avons reçu un stock par bateau le 28 mars et le prochain approvisionnement par voie maritime est attendu le 9 avril. Nous travaillons avec Total Mauritius de même qu'avec Vivo Energy pour assurer la distribution continuelle à travers le pays*», a martelé Yogida Sawmynaden.

Pour sa part, Patricia Buisson-Hays-Narbonne tenu à faire ressortir que 20 camions font de façon quotidienne la distribution des bonbonnes de gaz sur 43 sites, dans les quatre coins de l'île. Elle insiste également sur la non-nécessité de faire de l'achat panique. Ainsi, chaque personne aura la possibilité de n'acheter qu'une seule bonbonne de gaz remplie, à l'échange d'une bonbonne vide au point de vente.

Il faut dire que dans certaines régions de l'île, la force policière s'organise non seulement pour faire respecter le couvre-feu, mais aussi pour venir en aide à la population. Ainsi, l'on a assisté, via les réseaux sociaux, à des images et vidéos de policiers qui aident les Mauriciens à obtenir des bonbonnes de gaz et des denrées alimentaires.

700 000 CAS DANS LE MONDE

Par ailleurs, pas moins de trois milliards de personnes sont confinées sur la planète alors que le coronavirus a causé plus de 33 000 morts, dont deux tiers en Europe. Selon l'Agence France-Presse, plus de 700 000 cas de contamination ont été répertoriés depuis le début de la pandémie. En conséquence, la liste des pays en confinement total s'est allongée ce lundi 30 mars. Ainsi, plus de 30 pays sont concernés par un couvre-feu sanitaire à travers le monde. Deux pays du continent africain, en l'occurrence, le Nigeria, qui compte environ cent cas officiels d'infection, et le Zimbabwe se sont joints à cette liste. De son côté, la Côte d'Ivoire a, comme l'a annoncé son ministre de la Santé, le Dr Eugène Aka Aouélé, enregistré son premier décès lié à la pandémie du Covid-19.

En Europe, c'est la ville de Moscou qui est désormais en confinement total. La pandémie gagne également du terrain au Royaume-Uni, où 1 228 morts ont été enregistrés sur un total de 20 000 cas confirmés. Les Pays-Bas dénombrent 771 morts pour quelque 10 000 contaminations, refusant toutefois de confiner leurs 17 millions d'habitants.

Pour sa part, l'Allemagne continue de suivre la situation de près et essaie d'endiguer efficacement la progression du coronavirus sur son sol. Le pays pratique entre 300 000 et 500 000 dépistages chaque semaine à cet effet. La chancelière Angela Merkel, qui dirige l'Allemagne depuis plus de 14 ans, mise sur la stratégie adoptée par la Corée du Sud pour gérer cette crise sanitaire. La politique consiste à multiplier les tests et placer les malades en quarantaine. Ce faisant, la saturation des hôpitaux est évitée. C'est une technique qui a prouvé son efficacité en Corée du Sud alors que son gouvernement a annoncé un total de 78 nouveaux cas de contamination seulement le matin du lundi 30 mars.

Fabrice LARÉTIF

«La tempête démasque notre vulnérabilité et révèle ces sécurités, fausses et superflues, avec lesquelles nous avons construit nos agendas, nos projets, nos habitudes et priorités»

Pape FRANÇOIS

Amit BAKHIRTA
FONDATEUR & CEO, ANNEAU

La fermeture du marché boursier pendant une crise affecte sa crédibilité

ÉTANT l'un des seuls marchés boursiers africains fermé en ces temps de crise sanitaire, un certain nombre d'investisseurs et d'amis à travers le paysage des investissements émergents et africains nous ont interpellés récemment. Ils soulignent le fait que notre Bourse est la seule bourse en Afrique à avoir fermé ses portes pendant cette crise du COVID-19, mais parmi d'autres dans le monde (la Bourse des Philippines a fermé pendant environ quatre jours ; le Sri Lanka et la Jordanie ont également fermé selon la 'World Federation of Exchanges ('WEF')). Selon ces derniers, cette fermeture met en exergue le fait que les marchés des capitaux du tiers-monde (frontières) restent peu fiables par rapport aux marchés développés et ainsi les primes de risque de 'liquidité' plus élevées continuellement associées aux investissements dans les marchés boursiers des économies émergentes et frontières en général. Nous avons pris ce triste (mais réaliste) commentaire avec une pincée de sel !

«NOTRE BOURSE EST LA SEULE BOURSE EN AFRIQUE À AVOIR FERMÉ SES PORTES PENDANT CETTE CRISE DU COVID-19»

Partout dans le monde, les marchés boursiers permettent aux investisseurs de négocier des actions (actions ordinaires de sociétés cotées en Bourse), des dettes (des gouvernements souverains, des sociétés publiques et privées), des matières premières, des dérivés de toutes sortes (associés à ces classes d'actifs), et maintenant même des cryptomonnaies. Fondamentalement, la Bourse offre aux entreprises un accès au capital, mais offre également aux investisseurs une plateforme pour négocier les titres susmentionnés. La mondialisation, l'interconnectivité entre les bourses, la finance et l'économie mondiale ont rendu le fonctionnement et l'existence effectifs de ces marchés fondamentalement essentiels au système économique d'un pays. De nos jours, c'est la norme que la plupart des bourses à travers le monde fonctionnent sur un système d''*electronic trading*' (et donc intervention humaine minimale – nous peinons à comprendre l'implication du COVID-19 dans le trading électronique et donc la fermeture du marché en cette ère technologique en 2020 alors que nos confrères / sœurs africaines / mondiaux restent opérationnels).

Aussi longtemps que les acteurs du secteur financier opèrent et en particulier les banques (même en mode d'opération limité), il est FORTEMENT et humblement conseillé que les marchés des capitaux le soient aussi, autant que possible (c'est encore plus ESSENTIEL en temps de crise). Sauf s'il existe des raisons valables et authentiques de ne pas le faire. Au cas contraire, les investisseurs perdent au fil du temps la confiance dans la fiabilité et la crédibilité du marché (et étant dans l'industrie, nous en faisons l'expérience par le biais de nos collègues et les participants de l'industrie exprimant la même frustration).

"CIRCUIT-BREAKERS"

Au cours des siècles passés et depuis le début des négociations sur la première bourse d'Amsterdam vers 1653, les marchés mondiaux ont dû fermer temporairement pour diverses raisons d'origine naturelle et humaine ('force majeure'), mais la plus longue enregistrée est celle de la Bourse de New York ('NYSE') pour une durée de quatre mois pendant la Première Guerre mondiale, en 1941. Dans le monde technologique moderne d'aujourd'hui, la plupart des grandes bourses

mondiales ont adopté un processus de 'circuit-breaker', dit 'disjoncteur', en fonction duquel les baisses respectives des prix des titres échangés (le pourcentage ('%') des variations de prix peuvent varier en fonction du marché – c.-à-d. : pays développés, émergents ou du tiers-monde (frontières), leur taille, le nombre de sociétés cotées, le nombre de classes d'actifs disponibles à la négociation, entre autres) entraînent l'arrêt et / ou la cessation des échanges pour un court laps de temps / pour la journée.

Par exemple ; une baisse de -7 % du marché boursier déclenche un arrêt de la négociation pendant 15 minutes ; si le marché baisse encore de -6 %, la négociation est interrompue une deuxième fois pendant encore 15 minutes et si le marché perd encore -7 % (totalisant une baisse cumulée du marché de -20 % pour la journée), alors la séance de négociation est interrompue pour la journée et le marché est donc fermé pour la journée.

Les bourses du monde entier appliquent de plus en plus le principe de 'LIMIT-UP' et 'LIMIT-DOWN', grâce auquel elles contrôlent le changement maximum à la hausse / à la baisse (gains / pertes) que tout titre négocié peut connaître dans un délai de cinq minutes. Par exemple, si le prix d'un titre devait baisser ou grimper de ±20 %, la négociation de ce titre spécifique peut être interrompue pour laisser aux acteurs du marché le temps de digérer les informations et de comprendre les mouvements.

Les disjoncteurs ont été adoptés par les bourses pour limiter la volatilité du marché en période de détresse (généralement dans un cas où les acheteurs s'assèchent sur le marché et les vendeurs se précipitent pour vendre les positions de leurs clients ; en période d'incertitudes / dans certains cas aussi en période de certitudes). Cependant, il n'y a jusqu'à présent aucune preuve empirique que ces disjoncteurs réduisent réellement la volatilité, car même s'il peut arrêter la volatilité intra-journalière, le marché reflète TOUJOURS l'économie sous-jacente (à moyen et long termes). À court terme, les inefficiences créent toujours des avantages attractifs et des opportunités pour les investisseurs 'intelligents'. Une fermeture de marché ne modifie en rien la réalité économique que le marché reflète dans ses mouvements. En outre, si les réalités capitalistes et économiques l'exigent, les marchés pourraient même subir des baisses plus importantes sur des périodes plus longues, ce qui pourrait être une indication beaucoup plus grave que l'économie se dirige vers un ralentissement profond.

CRÉDIBILITÉ, TRANSPARENCE ET CONFIANCE DANS LE MARCHÉ AFFECTÉ

De plus en plus, de nombreux marchés mondiaux émergents et des fonds d'investissements émergents et panafricains fournissent quotidiennement des liquidités (ce qui signifie que leurs investisseurs / clients peuvent acheter / vendre des fonds d'investissements quotidiennement) à leurs investisseurs / clients. Avec la croissance exponentielle des *Electronic Traded Funds* ('ETF') dans le monde, le besoin de liquidités quotidiennes (la capacité inhérente de négocier des titres sur une base QUOTIDIENNE, quels que soient les cycles économiques: à la fois dans des périodes de 'boom' économique et de crise économique) devient la condition indispensable d'une bourse.

Lorsqu'une bourse est fermée (nous le répétons, surtout en temps de crise), les investisseurs ne peuvent pas entrer ou sortir, et cela peut être frustrant. Maintenant, comment le gestionnaire d'investissements explique-t-il cela à son client ? Qu'ils puissent échanger sur la plupart des bourses internationales, africaines en ces temps instables mais pas à Maurice (en particulier dans un contexte où nous prétendons être une 'PORTE D'ENTREE' vers l'Afrique !) C'est un coup majeur (parmi d'autres dans un passé très récent) à la crédibilité des marchés de capitaux de notre petite île (la marque 'Mauritius') et de sa juridiction financière.

En outre, l'impossibilité d'effectuer des transactions indéniablement affecte la confiance dans le marché lui-même et les investisseurs locaux / mondiaux risquent de soulever des questions plus 'intelligibles' quant à savoir si le marché est libre et équitable de toute intervention extérieure (que ce soit des secteurs publics et / ou privés, par exemple) et c'est pour cette même raison que le président Trump, jusqu'à présent, a tout fait pour éviter d'intervenir dans les affaires des marchés de capitaux des États-Unis d'Amérique (à part celui des obligations et des taux). Enfin, les fermetures prolongées des marchés, tout en aidant les investisseurs à se concentrer sur les chiffres économiques et les bénéfices, peuvent également entraîner une anxiété accrue des investisseurs ; ce qui risque d'entraîner une liquidation plus profonde et plus prolongée lorsque le marché reprend son activité.

L'ACCÈS AU CAPITAL EST CRITIQUE EN TEMPS DE CRISE

Nous réitérons que l'objectif principal d'une bourse est de promouvoir l'accès aux capitaux pour les entreprises mais aussi pour des États souverains. En temps de crise, ce besoin peut plus que jamais devenir critique, car les entreprises doivent pouvoir accéder au marché pour avoir accès au capital (qu'il s'agisse de fonds propres et / ou de dettes et / ou capitaux hybrides) et, par conséquent, les décideurs devraient impérativement s'assurer qu'en ces temps-ci, les décisions de fermer ou pas les marchés boursiers ne sont PAS prises à la légère. Les ramifications peuvent être à long terme ; en particulier lorsqu'un pays est à court de ressources naturelles et que la crédibilité même de sa juridiction financière peut être négativement affectée (surtout dans un contexte où les investisseurs internationaux désertent de plus en plus (relativement) notre marché boursier et que celui-ci s'est relativement stagné pendant ces dernières années. On est au même niveau (hormis dividendes) qu'on était à mi-2016).

En conclusion, les périodes de crise séparent les bons gestionnaires d'investissements des gestionnaires moyens, et ce n'est qu'en ces temps que l''alpha' peut vraiment être dérivé de par des prises de position tactiques dans un portefeuille /fonds d'investissements; rien de tout cela n'est possible si le marché lui-même est fermé.

ANNEAU

Anneau est une société de services financiers agréée et réglementée par la Financial Services Commission ('FSC') à Maurice.

Téléphone: 2141717
Site Web : www.anneau.co

Manisha DOOKHONY
MANAGING PARTNER-
RWENZORI CONSULTING

La clé pour la reprise : l'adaptabilité

NOUS vivons en ce moment sous couvre-feu. La crise du Covid-19 s'est propagée à de nouveaux épicentres en Europe et aux États-Unis. À Maurice, comme ailleurs, le gouvernement, la société civile et les entreprises se démènent pour se mobiliser. La crise est telle qu'il n'y a pas de manuel d'instructions prêt à l'emploi ni pour le gouvernement, ni pour les autorités internationales, et encore moins pour les entreprises. L'imprévisibilité de la dynamique de la maladie, le manque d'expérience préalable pertinente des gouvernements, des institutions et des entreprises se font sentir. En Chine, après le marasme, il semble que l'économie reprend avec un regain de la production ainsi que de la confiance. Étant optimiste de nature, malgré l'adversité et la conscience des difficultés, j'aimerais croire en un rebond à Maurice aussi. Et ainsi essayer de trouver des solutions pour faire redémarrer notre économie et sauver ce qui pourra être sauvé.

L'impact du confinement est sur tout le monde. Une des leçons des différents '*bail-out packages*' du crash de 2008 est que la vitesse d'action est primordiale. Que ce soit l'informel, les travailleurs, les entreprises unipersonnelles, les PME, les sans-emploi, tout le monde souffre de ce confinement. Et les '*bail-out packages*' doivent être pour tout le monde. Et ça ne doit pas être que pour soutenir les salaires ou pour des entreprises sélectives. Des réponses rapides et coordonnées nécessitent l'engagement du leadership.

«LES MÉDIAS SOCIAUX SONT UN ALLIÉ PUISSANT POUR COORDONNER LES EFFORTS, LES EMPLOYÉS ET LES PARTENAIRES»

La clé pour cette reprise sera l'adaptabilité. Mais l'adaptation à un changement imprévisible, avec des dynamiques distinctes dans différentes communautés, nécessite également une prise d'initiative décentralisée. On voit déjà à Maurice que la fermeture des supermarchés a créé un élan de solidarité décentralisé. Des entreprises sont aussi en train de s'adapter ; on voit, par exemple, les livraisons à domicile qui commencent à devenir plus importantes pour faire face à une vague de nouvelles demandes alors que tous les supermarchés et magasins sont fermés. La vente au détail de personne à personne a été sévèrement restreinte à travers l'île, mais les entreprises et entrepreneurs agiles sont rapidement en train de redéployer leurs efforts de vente vers de nouveaux canaux dans les entreprises B2C et B2B. Il est fort probable que cette tendance deviendra la norme dans le futur et que plus d'entreprises et d'entrepreneurs mettront en place des systèmes de vente en ligne.

Il y en a certes qui font face à une augmentation de la demande en ligne. La solution et l'innovation ne viennent pas nécessairement d'en haut. Mais l'État a le devoir d'être facilitateur pour ce type d'agrégation et de solution innovante. Comme une facilitation plus rapide des demandes de permis de circuler. Cette agrégation ne doit pas, non plus, être limitée à certains groupes seulement, mais à tous les fournisseurs qui souhaiteraient écouler leurs produits. Des entreprises, des planteurs et d'autres fournisseurs ont des produits à vendre, mais pas la possibilité de les acheminer à travers l'île. Il y a certes des entreprises de logistique, qui sont elles-mêmes submergées par la demande. Mais des entreprises, petites et grandes, qui sont en chômage technique à cause du confinement, ont aussi des camions de livraison. En Chine, beaucoup d'entreprises ont réaffecté leurs ressources.

Pourquoi ne pas en faire de même à Maurice ?

Toutes les solutions à une crise ne sont pas étatiques. La collaboration gouvernement - secteur privé est un must. En Afrique, la société panafricaine de commerce électronique Jumia a adapté son réseau de vente au détail numérique pour freiner la propagation du COVID-19 dans les 11 pays où la société opère. La collaboration avec les gouvernements porte ses fruits. La société a proposé aux gouvernements africains d'utiliser son réseau de livraison du dernier kilomètre pour la distribution de fournitures aux établissements de santé et aux travailleurs. Jumia a aussi réduit les frais sur son produit financier Jumia-Pay pour encourager les paiements numériques par rapport à l'argent liquide, ce qui peut être un conduit pour la propagation du coronavirus. À Maurice, la mise à disposition des établissements hôteliers, incluant Trimetys, Beachcomber, entre autres, est un bel exemple de cette collaboration.

Dans une crise, il est difficile de trouver la clarté, et cela, on le voit très bien à Maurice. La situation et les informations disponibles changent constamment, entraînées par la logique exponentielle de la contagion. Les conseils officiels peuvent être absents, contradictoires, obsolètes ou pas assez précis pour des raisons pratiques. En outre, la confusion est aggravée par une pléthore de rapports des médias avec des perspectives et des conseils différents. Mais certaines entités telles que Reddot de Maurice ont mis en place un site pour agréger les informations et disséminer de façon cohérente et facile. Au niveau macroéconomique, à la reprise nous serons en quête d'une orientation claire, globale et cohérente au sein des entreprises ou au niveau national.

On décrie souvent les médias sociaux ou autre site de collaboration pour tout ce qui a trait à la transmission de *fake news*, mais c'est un allié puissant pour coordonner les efforts, les employés et les partenaires. Avec le travail à distance et un nouvel ensemble de défis de coordination complexes, de nombreuses entreprises chinoises se sont tournées vers les plateformes de médias sociaux pour coordonner les employés et les partenaires.

La réorientation après la crise est importante. Cela ne pourra plus être *business as usual.* Nos chaînes d'approvisionnement international et local ont été coupées. Il est certain que nous allons aussi faire face à une crise de la demande dans les mois à venir, avec la récession sur nos marchés d'exportation. Il faut donc réfléchir d'ores et déjà sur les nouvelles sources d'approvisionnement et les nouveaux marchés à exploiter. Il est impératif de revoir notre modèle de développement économique et nos liens vers l'extérieur pour y intégrer plus de diversité dans les canaux d'approvisionnement et de vente.

À l'intérieur des entreprises, la réflexion devra se faire vers une réaffectation du travail de manière flexible à différentes activités. Dans les entreprises durement touchées, les employés n'étaient pas en mesure de poursuivre leurs activités régulières. Beaucoup de services sont difficilement possibles en ligne. Ainsi, en Chine, les entreprises créatives ont activement réaffecté des employés à de nouvelles activités précieuses, comme la planification de la reprise, ou même les ont prêté à d'autres entreprises. À Maurice, on pourrait envisager cela, par exemple pour les livraisons, les empaquetages, etc.

Cela signifie que les entreprises doivent calibrer leur approche par métier – et les grandes entreprises doivent calibrer leur approche par division. Ce calibrage doit se faire aussi sur les secteurs de l'éducation. C'est un secteur qui est très durement touché, et cela a un coût humain sur le long terme. En Inde, avec les entreprises comme GoodEd Technologies, aux États-Unis avec les cours HarvardX ou Stanford Online ou en France avec le CNED, passer au numérique et à la dispensation de cours à long distance pour permettre la continuité des cours s'est déjà fait. À Maurice, les écoles du privé offrent déjà des cours en ligne pour les élèves en confinement. Les entreprises à fort impact social comme HomeSchool SI à Maurice pourraient jouer un rôle prédominant afin de permettre cette transition. Mais cela doit se faire pour tout le monde, incluant les plus démunis pour qui Internet et l'accès à un ordinateur sont toujours un luxe.

La reprise après le confinement sera difficile avec une évaluation des pertes à des milliards. L'adaptabilité, la vitesse d'action et la recherche d'opportunités dans l'adversité seront les maîtres mots pour sauver l'économie mauricienne.

«L'ADAPTABILITÉ, LA VITESSE D'ACTION ET LA RECHERCHE D'OPPORTUNITÉS DANS L'ADVERSITÉ SERONT LES MAÎTRES MOTS POUR SAUVER L'ÉCONOMIE MAURICIENNE»

La période de confinement pourrait être le moment pour préparer la reprise. Par définition, les crises ont une trajectoire dynamique qui nécessite un recadrage constant des modèles. L'ignorance initiale cède la place à la découverte, puis à la planification et à la réponse aux crises, à la stratégie de relance, à la stratégie de post-relance, et enfin à la réflexion et à l'apprentissage. Ce processus doit être rapide pour éviter de rester coincé dans des processus de coordination interne complexes et de réagir lentement à des circonstances changeantes.

Venna PAVADAY
CO-FOUNDER, VERDE

Planning is the more important for businesses

THE Coronavirus is not only resulting in a health crisis, but bringing along an economic one. This begs the question of how COVID-19 will impact economies and how decision makers could prepare and react. Government has already been reactive and launched a series of measures to support businesses and households.

With uncertainty on the duration of the economic slowdown, most businesses are braced for a significant disruption in affairs and revenue declines. To put it bluntly, citizens will in most likelihood face job losses and reduced wages as companies lay off workers, and as workers operating in the informal economy lose income as well. Companies, households and government are likely to face shortages of cash and working capital.

Decision makers now face unprecedented challenges but also the opportunity of a complete rethink. Public debt, for example, is repeatedly cited as being alarming – but right now it is a lifeline. Whatever their prior views on budget deficits, politicians and other business leaders now understand that saving our economy and future is the only priority. Government has no choice than to channel cash to households and businesses. In times of crises, partisan interests, point-scoring and finger-pointing need to be set aside. We need to work together, draw on the very roots of our DNA to pull in the same direction and do everything we can to navigate the crisis.

"DECISION MAKERS NOW FACE UNPRECEDENTED CHALLENGES BUT ALSO THE OPPORTUNITY OF A COMPLETE RETHINK"

Businesses of all sizes need help at this moment. Retailers, for example, are severely hurting and looking for a bailout. Hotels, airlines, cruise ships, national foodservice chains, manufacturers, and many more may find themselves in line, too. Assistance should, and is likely to be given. If the pandemic lasts too long, it will be difficult for many enterprises to survive.

Because SMEs have greater credit constraints and are more sensitive to weak consumer demand, they are severely impacted right now, and this is likely to persist in the months ahead. The COVID-19 recession is uniquely damaging to them, especially those relying on foot traffic and social interaction. A large number of SMEs closing down could worsen unemployment, cause economic slowdown and loss of income.

As SMEs, they are also supposed to actively protect themselves by reducing expenditure and seeking new opportunities during the hard times by giving impetus to innovation and transition. As is known, the pandemic has inflicted heavy losses on offline retail, catering business and tourism. But, at the same time, there are some new opportunities emerging in online retail, online medical care, and logistics and express services, as we have seen in the last week. Enterprises can try to adjust their business models in accordance with the new consumption trends, and can also try operating models such as online business, employee sharing and telecommuting to enhance their ability to resist risks.

Here are three important scenarios for businesses to consider and to accordingly plan the future:

- Worst is over in two to three months: Acute crisis largely resolved within a two- to three-month period, where business gets back to normal

quickly after a material "bump" in the road. However, it takes several months at international travel, and for consumer spending to pick up.

- Six months to regain control: More extensive period of disruption over a six-month period leading to a no-growth scenario for the economy or a limited recession.
- 12+ months ongoing pandemic: Virus spreads widely and public remains in heightened state of anxiety, triggering a global recession.

It is difficult to comment as to which scenario is the most likely, but we recommend businesses and entrepreneurs to consider all such scenarios and start planning accordingly.

1. Understand your financial position and plan for the next couple of months

Repayment of debts, maintaining employees or meeting rental obligations will be determined by your financial position. Consider the various options which may be available and make a plan as to what you need to do to minimise the impact on your business. Cash flow is critical, especially if your existing income and trade has been significantly disrupted by COVID-19.

2. Check your eligibility for government assistance

The Government has announced several measures to help business owners manage the disruptions to their business. Obtain information as to how you could benefit from those and if you are not sure, do not hesitate to reach out to your contacts for guidance and advice.

3. Contact your bank

You may submit requests for loan deferral arrangements depending on your situation. Contact your bank or financial lender to discuss this arrangement and then consider the options presented to you.

4. Communicate with your stakeholders

It is important that you reach out to all your stakeholders about what is happening with your business during the COVID-19 pandemic. If you have staff, they need to understand what your plans are and the likely impact on them. Be as calm and clear in what you are telling them as possible.

6. Remain in contact with your clients

Keep your customers updated about your services, for example if your business is affected by restrictions, ensure you communicate as early as possible what this means for them.

7. Build your networks

This is an important time to reach out to your networks for support and advice. Being able to keep some control over your situation and hear from your peers may be good for your positive mental health. Keep communicating with your support networks and speak with other businesses to share ideas and innovative practices.

8. Open up to potential partnerships and collaborations

Remain open to synergizing ideas and taking on new opportunities. It is possible that improved business models may be formulated by working with other people and sharing resources.

This is definitely one of the most uncertain times and decisions need to be taken with imperfect information. Organisations that are successful will be those that display the necessary levels of mental agility to take decisive actions and focus on meaningful areas. Businesses themselves, staff and the media will play a key role in reiterating the importance of continuing to support local businesses as this is the most critical today.

"ORGANISATIONS THAT ARE SUCCESSFUL WILL BE THOSE THAT DISPLAY THE NECESSARY LEVELS OF MENTAL AGILITY TO TAKE DECISIVE ACTIONS AND FOCUS ON MEANINGFUL AREAS"

5. Face the situation boldly and speak both to your creditors and debtors

Follow up all your debtors to try and get any overdue payments in. You may need to consider negotiating, based on what they are able to pay in the current circumstances. Also, communicate with your creditors to see what payments you may be able to defer.

DR AVINAASH MUNOHUR
POLITOLOGUE
RESEARCH FELLOW AU LABORATOIRE SUR LE CHANGEMENT SOCIAL ET POLITIQUE, UNIVERSITÉ DE PARIS SORBONNE CITÉ

Quelles leçons tirer de la pandémie du COVID-19 ?

LE CORONAVIRUS est apparu comme un *scrupulus* dans l'immense machine de la production et de la circulation qu'est la mondialisation. Pour rappel, un *scrupulus* est le terme latin signifiant une petite pierre pointue qui se logeait dans les sandales des légionnaires romains, et qui avait le pouvoir d'arrêter nette la marche en avant des légions.

Emmanuel Macron, comme d'autres dirigeants politiques, ne s'y est pas trompé lorsqu'il a déclaré que la mondialisation et ses interdépendances restaient inéluctables mais que certaines choses devront être revues au sortir de cette crise sanitaire – puisque plus rien ne pourra être comme avant. La réalité est que cette sortie – que nous espérons aussi rapide que possible – va nous mettre en face d'un certain nombre de problématiques qu'il nous faut déjà anticiper. Ces dernières seront bien évidemment économiques, mais elles seront également d'ordre social, environnemental, institutionnel et sécuritaire.

Le taux d'ouverture de l'économie mauricienne avoisinait les 95 % en 2018, ce qui signifie que notre pays reste entièrement dépendant des évènements disruptifs liés à la mondialisation. Cette ouverture a eu le mérite de permettre l'essor d'un certain modèle de développement, notamment à partir du début des années 2000, mais cela a également signifié que nous avons laissé glisser d'autres secteurs qui auraient pu – et auraient dû – être maintenus. L'agriculture vivrière, par exemple, doit être relancée afin de réduire notre dépendance des importations. Ceci requiert une réorganisation des terres arables qui doit s'accompagner d'un programme efficace pour éliminer les parasites et l'utilisation des pesticides, en mobilisant notamment les nouvelles technologies et les approches holistiques – comme ont su le faire Singapour et Israël pour leur agriculture intégrée respective.

L'INDUSTRIE TOURISTIQUE SE DOIT DE DEVENIR LE MOTEUR D'UN AUTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Il en va de même pour notre secteur touristique, qui sera durement touché par la crise du COVID-19. Il nous semble clair que nous nous devons de repenser notre industrie touristique, selon les impératifs du développement durable, comme le réussirent les Seychelles, si nous voulons lui permettre de se pérenniser. La décision d'Air Mauritius d'acquérir plusieurs Airbus de la gamme Neo – dont la consommation de fuel permet des économies importantes et réduit l'empreinte carbone de manière significative – doit être saluée comme allant dans le bon sens. Mais trop peu a été fait pour permettre aux hôtels une conversion écologique d'envergure. L'industrie touristique se doit de devenir le moteur d'un autre modèle économique centré autour de la conversion énergétique, de la protection des côtes et des lagons, de la valorisation de la pêche artisanale, de l'agriculture et de l'artisanat local.

Nous constatons également aujourd'hui que les failles et les craquements de notre système étatique sont particulièrement visibles. La corruption, le clientélisme et le copinage qui ont caractérisé les pratiques du pouvoir depuis maintenant plusieurs décennies ont gangréné le système jusqu'à atrophier sa capacité d'action. La sécurité de la Nation, la promotion de la justice sociale et l'éradication des poches d'exclusion et de précarité dépendent entièrement d'une efficacité retrouvée des interventions étatiques. La modernisation des institutions et des secteurs publics – santé, éducation, sécurité, etc. – devient donc urgente ; tout comme le devient la guerre contre la corruption.

Le COVID-19 aura eu un mérite : celui de mettre au jour les failles structurelles et systémiques de notre modèle de gouvernement et de développement. Et parce que ces failles sont maintenant pleinement visibles, nous pouvons les attaquer et les rectifier.

Pravind Jugnauth aura ainsi une opportunité unique d'entrer dans l'histoire de notre pays comme un grand gouvernant – ce qui pourrait faire oublier les débâcles de sa gestion de crise – s'il sait saisir ce moment pour entamer les modernisations que nous attendons maintenant depuis trop longtemps. Ce sera même le seul moyen de sauver son mandat. Saura-t-il saisir cette opportunité ? Il faudra pour cela qu'il puisse s'émanciper de la logique partisane et clientéliste qui gangrène notre pays depuis trop longtemps déjà, afin de devenir un homme d'État capable de rassembler tout ce que la République de Maurice compte de talents et d'innovateurs. Les chantiers sont immenses mais sans cela, nous resterons bloqués dans un marasme et une myopie structurelle qui ne continueront qu'à affaiblir la résilience de notre pays et de notre société.

Nous développerons plus en détail les différents points mentionnés ci-dessus dans nos prochains billets.

L'ANNUAIRE DE LA COM 2020

POUR COMMUNIQUER AUTREMENT

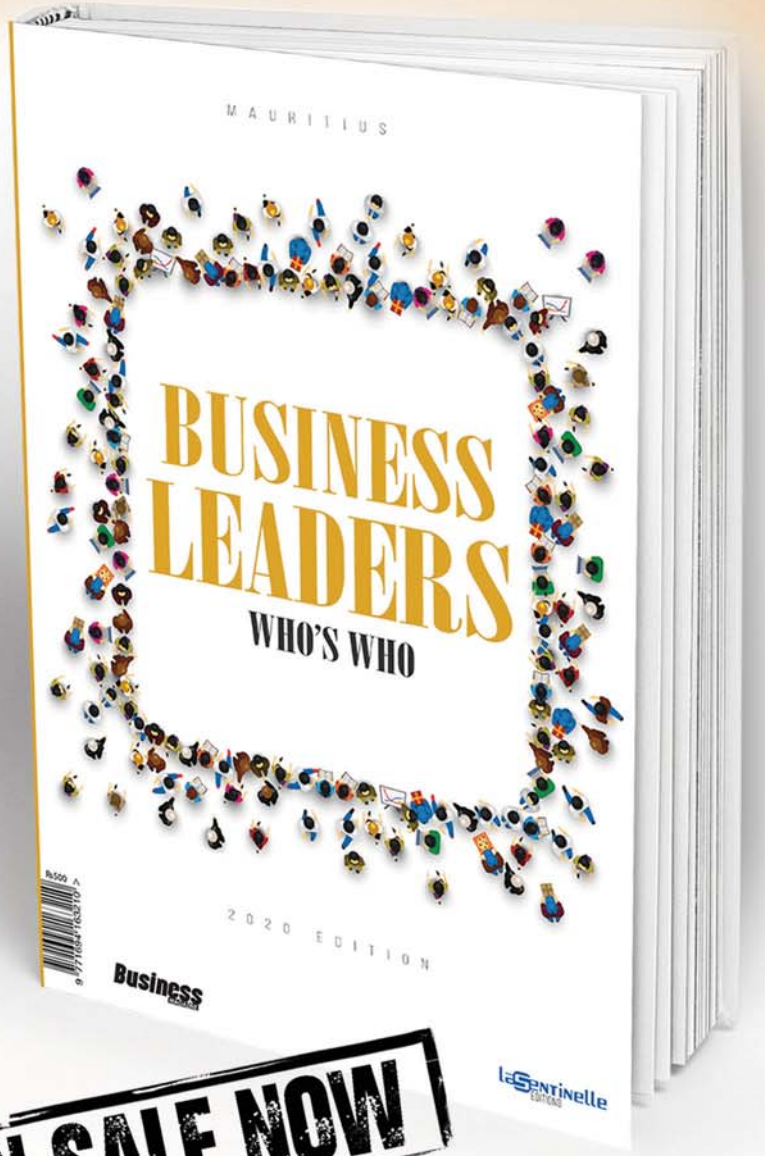
L'Annuaire de la Com est l'outil indispensable et pratique pour appréhender l'activité des agences conseils en communication et choisir son futur partenaire. Destinée aux professionnels de la communication, des médias, aux studios de production ou à tous ceux qui s'intéressent à ce domaine, l'édition 2020 contient des informations essentielles et actualisées sur ce secteur à Maurice.

Disponible à Rs 200 aux points de vente habituels.

Livraison au bureau et à domicile.
Pour commander, appelez sur le 206 8527, du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures.

laSentinelle MAGAZINES

WHY THINK ALONE



ON SALE NOW

This publication presents a large selection of CEOs and Senior Executives from major companies. Public officeholders involved in economic sectors are also listed. This directory provides contact and background information. Business Leaders usually complements our prestigious 'Top 100 Companies'.

When you have 1,000 leaders to call upon
Your new Business Leaders issue now available in all shops.

At only Rs 500

For orders, please contact Megan Ramboro. Email: megan.ramboro@businessmag.mu / Tel: 206 8527

laSentinelle ÉDITIONS